

# FRANCE

---

# FORUM

AOUT-SEPTEMBRE 1957 - N° 5 - 100 F

l'Afrique  
dans  
l'orbite  
américaine



# COURRIER DES LECTEURS

## Pour ou contre l'état de siège...

● M. le Rédacteur en Chef,

Je vous félicite d'avoir dénoncé l'insupportable hypocrisie de la politique algérienne actuelle.

Proposer l'état de siège est à première vue un curieux remède, mais il a l'avantage de la franchise. Ce qui est intolérable, c'est cet état de siège qui n'ose pas dire son nom et, sur ce point, votre démonstration (internement administratif, exécutions sommaires, tous pouvoirs aux capitaines) est, hélas ! tout à fait convaincante.

Combattez sous votre drapeau, mais combattez toujours avec cette belle franchise. Pour moi, qui n'ai guère de drapeau, je reste plus que jamais persuadé qu'en fin de compte, c'est la franchise qui est la seule vraie habilité. Et en fin de compte, c'est la fidélité aux principes qui est la seule chance de succès. Il y a, bien sûr, des positions paradoxales en politique il faut y rester le moins longtemps possible. Je ne sais si votre proposition en faveur de l'état de siège vous fera classer parmi les gens de droite ou parmi ceux de gauche ; si elle vous fait classer parmi les gens francs et les gens à principes, vous n'aurez pas perdu votre temps. X... (Lagny).

● M. le Rédacteur en Chef,

Je n'ai pas encore reçu le dernier numéro de *France-Forum*, mais j'ai lu dans *Le Monde* un extrait de l'article où M. Le Brun Keris préconise l'état de siège en Algérie.

Bien que la lecture de cet extrait fasse apparaître une position plus nuancée que celle suggérée par le titre dont *Le Monde* a fait précéder sa citation, ce que j'ai vu depuis mon arrivée en A. F. N. n'a fait que renforcer une opinion qui n'est pas favorable à la thèse proposée par M. Le Brun Keris.

En d'autres termes, je ne suis pas pour l'état de siège étendu à toute l'Algérie, et ce, pour les raisons suivantes : 1° Il faut aux militaires une direction et un frein. Cette direction, ce frein, c'est l'autorité civile, et il n'est jamais bon que celle-ci cède la place alors que la situation ne le justifie nullement, sauf dans certaines régions peut-être.

2° En effet, toute l'Algérie n'est pas à feu et à sang comme voudraient sans doute le faire croire certains journaux, et on a commis — à mon avis — une erreur grave sur le plan psychologique en la classant entièrement zone opérationnelle, alors que certains secteurs sont totalement calmes. Les assimiler aux régions troublées sous le prétexte que de temps à autre une grenade est lancée par un trublion, c'est faire le jeu de la rébellion. Cette décision ne fait qu'aggraver un état d'esprit déjà irrité et accroître encore la méfiance — pour ne pas dire la haine — qui creuse chaque jour davantage le fossé entre les éléments européens et musulmans de la population.

3° Actuellement, tout musulman est suspect a priori, alors que nombre d'Européens — pas forcément nés en Algérie — peuvent tranquillement ou presque aider la rébellion. En fait, l'état de siège aggraverait cette situation. Je ne suis pas du tout sûr que le jeu vaille la chandelle, alors que nous avons les moyens d'arriver au même résultat pratique, sans pour cela affoler une opinion déjà hypernerveuse.

H. G... (Tlemcen).

## Vers le dépassement des nationalismes

Si j'ai passablement apprécié les quelques articles que votre revue a publiés sur l'Algérie, c'est que je suis souvent frappé de l'indigence qui caractérise sur ce sujet les commentaires des deux bords. Ceux qui préconisent avant tout des mesures policières et militaires n'ont évidemment pas besoin de beaucoup penser. Mais ceux qui, à juste titre, protestent contre les tortures, les expéditions punitives et l'immobilisme ne doivent pas non plus se leurrer : ces protestations ne font pas avancer d'un pas la solution du conflit.

On admettra sans difficulté que le colonialisme du XIX<sup>e</sup> siècle est périmé. Malheureusement, la seule force véritable qui s'oppose au colonialisme est un nationalisme aussi rétrograde. Que des leaders éclairés, comme Nehru et Bourguiba, désirent personnellement la constitution d'une société de peuples étroitement interdépendants, on peut l'admettre. Mais cet idéal est sans force, pas plus d'ailleurs que l'idéal occidental de progrès social. Actuellement les peuples autochtones révoltés ne feront rien pour acquérir plus de liberté et de bien-être individuels, mais ils se font tuer en masses pour avoir des patries indépendantes.

Un tel état d'esprit nous paraît absurde et l'est probablement. Mais c'est un fait

et nous répondra que la phase du nationalisme exaspéré est une étape nécessaire dans la constitution d'une société de peuples libres, égaux et interdépendants. Ce point de vue, qui reprend un schéma dialectique marxiste, est peut-être acceptable. Encore faut-il remarquer que le dépassement du nationalisme exaspéré ne se fera pas automatiquement.

Les théoriciens marxistes du début du siècle pensaient bien que la dictature du prolétariat n'était qu'une étape vers la constitution de la société sans classe. Mais, en U. R. S. S. et dans les démocraties populaires, le mouvement dialectique s'est arrêté en route ; et après s'être révélés capables de détruire le capitalisme et d'instaurer la dictature du parti, les dirigeants communistes n'ont pas su aller plus loin. Ne risque-t-il pas d'en être de même dans les luttes coloniales ?

Il me semble que les penseurs de gau-

che les plus perspicaces au lieu de se préoccuper réellement de concevoir la communauté internationale de demain s'en remettent trop facilement au mouvement naturel de l'histoire, comme s'il aboutissait toujours automatiquement à des solutions satisfaisantes.

Depuis 1789 et tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, la pensée politique française a largement contribué à guider le progrès de l'humanité. Certains voudraient qu'elle continue à jouer ce rôle. Cette ambition est très louable pourvu qu'on sache voir quelles sont les questions à résoudre et qu'on ne prétende pas, comme certain professeur de droit, que la France doit se faire le champion des nationalités, principe universellement admis. S'il est une tâche qui mérite toute notre attention, c'est bien le nécessaire dépassement des nationalismes qui va s'imposer dans un très proche avenir et dont il n'est pas du tout sûr qu'il s'accomplira d'une manière heureuse pour l'avenir de l'humanité.

X. A... (Grenoble).

## Se réformer

### avant de réformer les textes

J'ai lu avec le plus vif intérêt le débat entre MM. Aron, Philip et Lecanuet. J'aimerais adhérer aux thèses de ce dernier, mais je crains que la modification des textes constitutionnels ne soit pas suffisante pour « soumettre le jeu des partis politiques à un certain nombre de règles contraignantes qui ordonnent leur action en vue du bien commun », comme le dit M. Lecanuet.

En effet, il n'est pas de règles constitutionnelles qui ne puissent être tournées grâce au jeu parlementaire. Pour que les règles nouvelles que préconise M. Lecanuet soient vraiment « contraignantes », il faudra que les partis qui les réclament aient ensuite beaucoup de rigueur intellectuelle et de détermination politique pour s'opposer aux pratiques auxquelles on ne manquera pas de recourir pour annuler l'effet de la réforme.

Je doute que cela soit aisé lorsque je vois comment se laisse tourner la règle constitutionnelle (et même tout simplement démocratique) la plus simple et la plus contraignante, celle de la majorité. Des contingences, sans doute impératives, n'ont-elles pas obligé nombre de députés à apporter très régulièrement leur voix au gouvernement Mollet, qui ne reposait sur aucune majorité organisée, et cela au moment même où ils affirmaient cependant qu'un gouvernement de minorité n'était pas capable de faire face aux responsabilités dramatiques de l'heure ?

Mon propos était seulement de montrer que la modification des textes ne vaudra que si elle prolonge et étaye une réforme des mœurs ; mais qu'elle ne saurait y suppléer.

A. L... (Paris).

# FRANCE FORUM

COMITÉ DE DIRECTION :  
Étienne Borne, Joseph Fontanet, Jean Lecanuet.

24 bis, boulevard Saint-Germain Paris (5<sup>e</sup>)  
C. C. P. Paris 14-788-84 Tél. ODÉon 70-83

Prix de vente au numéro : ... .. 100 F  
Abonnement : 8 numéros par an : ... 700 F

## S O M M A I R E

N° 5 — Août-Septembre 1957

### ÉDITORIAL

Faillite d'une théorie, par Joseph Fontanet. . . . . 3

*Une collaboration étroite entre le Gouvernement et le Parlement est la loi même du régime parlementaire ; cette règle condamne la théorie des gouvernements de minorité.*

### DOSSIER

Dix-huit mois de cure avant le marché commun, par \*\*\* . . . . . 8

*La crise financière française est une crise de croissance et une crise d'anticipation ; le traitement qu'elle exige est celui-là même que comporte notre préparation au marché commun.*

### QUESTIONS D'AUJOURD'HUI

L'Afrique dans l'orbite américaine, par Jean Aubry . . . . . 14

*L'Afrique est entrée dans le champ des préoccupations officielles des États-Unis ; mais l'opinion et le Congrès s'émeuvent de l'ampleur croissante des engagements américains dans le monde.*

### AU FORUM

T. C. — M. R. P. : « Cartes sur table » . . . . . 20

*Un journal peut-il comprendre un parti ? Un parti peut-il comprendre un journal ? La dispute entre le journal et le parti est-elle une querelle de famille, ou découle-t-elle de différences d'origines, de convictions, de tempéraments ? Un entretien entre Georges Montaron, Georges Suffert, Robert de Montvallon et Étienne Borne, Henri Bourbon, Joseph Fontanet.*

### TÉMOIGNAGE

Le souvenir de Gilbert Dru, par Henri Bourbon . . . . . 19

### LES PROPOS DU TEMPS

Le masque et le silence, par Étienne Borne . . . . . 34

### NOS RUBRIQUES

Couloirs et Coulisses, Les Travaux et les Jours.

### NOS CHRONIQUES

Théâtre, Cinéma, Arts, Disques.

### NOTES DE LECTURE

Revue des Livres, Revue des Revues.

● *Un principat menacé.* — M. Duchet a entrepris de régenter la cohorte des indépendants et de leur apprendre les disciplines d'un parti fortement organisé. Il fallait, pour exercer ce rôle difficile, un vigilant serre-file, un sévère donneur de férule, et M. Duchet, très doué naturellement pour les formes subalternes de l'autorité, n'a pas eu à se forcer beaucoup pour se maintenir à l'exacte hauteur de sa tâche. La matière sur laquelle travaille M. Duchet est cependant passablement réfractaire; les bien-pensants en France, ont toujours eu un certain goût pour le vagabondage et l'anarchie, et le *Centre National des Indépendants*, ce chef-d'œuvre de M. Duchet, se trouve dangereusement concurrencé par le *Centre Républicain* récemment ouvert par un autre spécialiste de l'organisation en milieu désorganisé, M. Lafay.

Si M. Duchet a un petit nombre d'idées raides et simples, M. Lafay fuit les doctrines et pratique un moi et séduisant éclectisme, lui qui a dressé sa tente sur les confins d'un radicalisme en proie à ses dissensions internes et d'une droite que M. Duchet parvient mal à mettre au pas. Ses candidats, soutenus par de puissants moyens, n'ont pas fait trop mauvaise figure aux élections partielles de Paris et de Lyon.

La riposte de M. Duchet a eu quelque chose de fulgurant et, si l'on peut dire, de napoléonien : se plaçant sur les derrières de l'ennemi, il a entrepris de le couper de ses bases de ravitaillement; accusant M. Lafay de diviser les gens de bien et de faire le jeu des méchants, M. Duchet a mis courageusement en cause les mécènes irréflectés qui alimentent l'intolérable dissidence : « Qu'en pensent, a-t-il écrit, les patrons généreux qui financent aussi abondamment des campagnes électorales de division ? » Avenu dénué d'artifice : si la totalité du Pactole ne coule pas du côté de ses rivages, le principat de M. Duchet est dangereusement menacé.

● *Les Poujadistes et le Système.* — Quasi disparu de la scène politique, le Rassemblement du Peuple Français a vu surgir cette méchante et grossière caricature de lui-même qui s'appelle le poujadisme. A l'imitation du R. P. F., le poujadisme a commencé par une bruyante intransigeance à l'égard du Système; mais tant de hauteur est faite pour s'user, tant de raideur est promise à la mollesse : on sait comment, par exemple, M. Chaban-Delmas, l'une des illustrations du R. P. F., avait fini par s'accommoder des lois du Système au point d'avoir retenu une chaise au conseil des ministres, quels qu'aient

été le chef du gouvernement et la politique du gouvernement. Cet exemple n'a pas été vain, et les poujadistes savent se mettre à l'école de ces glorieux précurseurs.

Dès que les circonstances, aidées par M. Guy Mollet, eurent porté M. Bourguès-Maunoury à la tête du nouveau gouvernement, il apparut que les poujadistes, lassés de contredire, sentaient monter en eux un grand besoin d'approuver; ils brûlaient de jouer leur petit rôle dans ce rite des consultations pour lequel jadis il n'avaient pas assez de sarcasmes; ils laissaient

à Toulouse a été employé avec rigueur et exactitude. Le Littré, dont l'autorité en matière de langue vaut celle de M. Duverger, définit le « copain » comme un « camarade copartageant ». Les socialistes ont toujours pensé qu'en toute justice ils ne pouvaient participer aux responsabilités politiques sans se répartir entre eux les avantages du pouvoir. En se saluant mutuellement de ce titre de copain si clair, si bien français, ils marquaient un double souci et du mot propre et de la vérité !

● *Du côté de chez les princes.* — Lorsque le roi marie le dauphin, c'est grande fête à la cour; le peuple est en liesse, et il est d'usage que le grand connétable du royaume, celui dont le bras jadis a rétabli la fortune de la patrie, lui toujours boudeur, toujours fidèle, envoie de ses terres au monarque un beau message d'allégresse et d'allégeance.

Le temps passé serait-il revenu ? Le comte de Paris marie son fils, le prince Henri, avec une pompe qui par l'intermédiaire des illustrés à grand tirage a nourri de belles images la pensée et le cœur du peuple français. Pour qu'il ne manque rien à la fête, les membres les plus éclairés de l'aristocratie républicaine entourent la famille royale, et le général de Gaulle écrit en style d'inscription le message traditionnel : ... *La vie de votre famille, Monseigneur, s'identifie avec notre histoire; ce qui vient de vous dans le présent est exemplaire pour la France; votre avenir, celui du prince Henri, celui des vôtres sont intégrés aux espérances de la France. Je salue l'union que Dieu va bénir comme un grand événement national.*

Le général de Gaulle nous apprend ainsi que la vie privée de nos princes est une affaire publique; et avec l'autorité d'un bâtisseur d'histoire il ouvre à la postérité de saint Louis les portes de l'avenir. Faut-il comprendre que sa critique du système a conduit Charles de Gaulle à des conclusions monarchistes ? Ce serait pour Maurras une belle revanche posthume. A moins que le général de Gaulle, après un si long silence, n'ait considéré ces fastes princiers que comme une occasion de remettre sa parole publique à un certain ton de grandeur historique. Ce message ne serait qu'un prétexte pour un exercice de style, tel un murmure d'orchestre avant que ne se dresse la baguette du chef. On ne sort donc pas du jeu de belles apparences; nos plus farouches jacobins l'ont compris qui n'ont pas trouvé dans l'anachronique épisode de quoi fouetter un chat ou fesser un dauphin.

Maurice Duverger

« Je voudrais que cela fût mis d'une manière galante. »  
(Molière : *Le Bourgeois Gentilhomme.*)

dire ou faisaient dire que la plus menue promesse d'amnistie fiscale suffirait pour changer leur cœur et conquérir leurs voix. On comprend maintenant que le fameux slogan : « Sortez les sortants » n'avait rien de scandaleux ni de révolutionnaire — car comment trouver, quand on est dehors, une autre méthode pour rentrer, et plus classique et plus bourgeoise ?

● *Les socialistes et la défense de la langue.* — Les commentateurs malveillants du Congrès de la S. F. I. O. à Toulouse ont reproché aux orateurs du parti un certain manque de tenue. Sans doute ces hommes d'action, pleins de mépris pour les intellectuels n'ont-ils pas à s'embarrasser de purisme pour accomplir leur rude tâche. Aussi, sans craindre les délicats, se traitent-ils les uns les autres, surtout s'ils sont ou ont été ministres, de bons « copains », à la grande indignation de M. Duverger qui les rappelle au respect des convenances et de la langue française.

Pourtant M. Duverger n'a pas raison de se mettre en colère. Le mot « copain » dont on fit tant d'usage

## Faillite d'une théorie

PAR JOSEPH FONTANET

LA contradiction est de jour en jour plus poignante entre la montée des périls qui assaillent le pays et la faiblesse croissante de l'État ; entre la mollesse avec laquelle s'exerce le contrôle parlementaire sur les actes les plus décisifs de l'exécutif et la crise de confiance qui gagne le Parlement ; entre l'octroi des pouvoirs spéciaux et le mauvais usage des pouvoirs traditionnels.

En vérité, le profond malaise politique, que la formation du gouvernement Bourguès-Maunoury n'a fait que prolonger, au lieu de le guérir, finit par détendre les ressorts mêmes du régime parlementaire et met en cause son avenir.

Depuis le début de la nouvelle législature, en effet, la majorité du Parlement a admis que les divisions actuelles des partis ne pouvaient laisser place qu'à des gouvernements de minorité. Le Front Républicain avait même érigé la formule en principe. Selon ses promoteurs, le bon fonctionnement des institutions parlementaires supposait l'alternance au pouvoir et dans l'opposition d'une droite et d'une gauche distinguées au sein même du camp républicain, au lieu de leur confusion dans des gouvernements de concentration.

Certes, en raison de l'importance des voix détenues par la fraction communiste et la fraction extrémiste de droite de l'Assemblée, ni cette gauche, ni cette droite républicaines ne pouvaient être arithmétiquement en mesure de gouverner l'une contre l'autre. Néanmoins, affirmait-on, il était de l'intérêt du régime et de leur intérêt réciproque de se tolérer alternativement au pouvoir afin de permettre la mise à l'épreuve successive de programmes sans marchandages, entre lesquels les électeurs pourraient opérer des choix nettement tranchés ; afin aussi de permettre à une opposition républicaine de drainer vers elle les inévitables mécontents, incités, si l'opposition n'est pratiquée que par les partis extrêmes, à grossir les rangs des ennemis du régime.

Ainsi était formulée la théorie. Elle n'a pas encore été officiellement récusée par ses auteurs bien qu'elle ne soit plus prônée explicitement comme naguère. Quelle a été en effet la leçon des événements ?

### On ne viole pas impunément l'arithmétique

Ils ont démontré tout d'abord qu'on ne violait pas impunément les lois de l'arithmétique, même parlementaire. Un gouvernement de minorité a malgré tout besoin, pour gouverner, d'une majorité. Dans la mesure même où sa base parlementaire est insuffisante, il doit donc obtenir soit les suffrages, soit au moins l'abstention de l'une des deux oppositions. Ainsi, sous prétexte de netteté, voici qu'on aboutit à un système dans lequel le gouvernement ne peut poursuivre sa tâche qu'en se ménageant la complicité de ceux qu'officiellement il récuse, l'opposition ne peut jouer son rôle qu'à condition de laisser faire ce qu'elle dénonce !

Quant au dessein de détourner les mécontents de la tentation des extrêmes, qui ne voit au contraire combien la discorde à l'intérieur du camp républicain apporte actuellement de l'eau au moulin des adversaires du régime ?

La faillite des gouvernements de minorité vient de ce que ce système méconnaît un principe fondamental de nos institutions parlementaires, clairement exposé par Léon Blum dans son ouvrage *La Réforme gouvernementale* : « La constitution, écrivait le leader socialiste, a créé non pas un organe unique de gouvernement, mais deux organes distincts et complémentaires dont l'un est le ministère et l'autre est le Parlement. A tout moment et sur tout objet, le Législatif et l'Exécutif vivent dans un état de pénétration, de dépendance réciproque, et cette collaboration continue est la loi même de notre activité gouvernementale. » Il s'ensuit qu'il ne peut y avoir de bon fonctionnement du régime sans une union organique entre le gouvernement et une majorité parlementaire nettement définie. Cela n'implique pas nécessairement que tous les partis de la majorité soient représentés au sein du gouvernement — encore que cette solution soit la meilleure parce qu'elle réalise l'union organique la plus complète entre les deux rouages — mais que les contours de la majorité parlementaire soient nettement définis et que le chef du gouvernement joue le rôle de leader de cette majorité. La détérioration continue des institutions, et par là même, de l'État, est la sanction inévitable de l'inobservation de ces règles.

### Voir les oppositions d'aujourd'hui telles qu'elles sont

Mais ce ne sont pas les seules leçons à tirer de l'expérience des gouvernements de minorité. L'épreuve du pouvoir a réduit à néant les prétextes idéologiques invoqués pour justifier le refus des regroupements nécessaires. Après un an et demi, on voit M. Gazier signer le projet de loi de finances rédigé par M. Gaillard, dont la pensée économique est plus proche de celle de M. Pinay que de l'orthodoxie socialiste. MM. Defferre et Depreux votent fidèlement pour le gouvernement où siègent non seulement M. Lacoste, mais aussi M. Morice, dont la politique algérienne est plus proche de celle de M. Duchet que des motions de la minorité de la S. F. I. O. Par contre, la S. F. I. O. a fait échouer la tentative de M. Pffimlin, dont le programme était pourtant nettement plus libéral que celui de l'actuel gouvernement.

N'est-ce pas que les divisions qui déchirent notre monde politique sont largement artificielles ? Et les réflexions qui précèdent ne devraient-elles pas conduire tous les républicains sincères « à élucider ces divisions, à en établir le tracé, à en délimiter la portée », comme nous y invite Jeanne Hersch dans un essai lucide qui honore la pensée socialiste ? Sans doute constateront-ils alors qu'ils doivent se défaire « des oppositions d'hier formulées en termes historiquement dépassés, partielles ou fausses, et voir les conflits d'aujourd'hui tels qu'ils sont », afin de pouvoir, avec le maximum de clarté, choisir ceux avec qui ils lieront leur action. La voie sera alors déblayée pour la constitution d'une majorité authentique.

Mais le temps presse. Les républicains voudront-ils qu'à l'heure de périls majeurs pour la nation, le régime soit menacé davantage par leur comportement que par les agissements mêmes de leurs adversaires ?

## ● L'U. R. S. S. entre les staliniens, les anti-staliniens et les technocrates

### ● Du nouveau à l'Est ?

Le limogeage de Molotov, de Chepilov, de Kaganovitch et de Malenkov, brutalement liquidés par Khrouchtchev (liquidation politique qui ne s'est pas accompagnée de liquidation physique), est sans nul doute l'événement le plus important survenu à Moscou depuis la mort de Staline. Mais la signification et les conséquences de ce « coup de force » ont fait souvent l'objet d'interprétations erronées.

On a présenté le triomphe de Khrouchtchev comme la défaite des « staliniens »

a desserré l'étau dans lequel se trouvait enfermé le peuple russe. C'est lui qui a pris les premières mesures en faveur de la consommation privée et des agriculteurs. Cela interdit de réduire le conflit, qui vient de connaître un spectaculaire dénouement, à une opposition de doctrine et de programme.

Il en va de même en matière de politique extérieure. Présenter la victoire de Khrouchtchev comme celle des partisans de la « détente » et de la « coexistence pacifique » serait arbitraire. Malenkov n'était-il pas l'initiateur de la politique du sourire ? Khrouchtchev n'a-t-il pas,

de la rivalité personnelle entre Khrouchtchev et Malenkov dont la popularité faisait un adversaire redoutable. Les technocrates semblent avoir été les victimes de leur alliance avec lui contre l'inculte Khrouchtchev.

Il est probable que cet épisode ne sera pas le dernier. Joukov a fait son entrée au *praesidium*. Il existe à présent un équilibre instable entre le secrétaire général du Parti et le chef de l'armée. On ne sait pas quel sera demain le jeu d'un Mikoïan. Ce communiste « modéré » dont la souplesse est proverbiale pourrait trouver profit à s'entendre avec le « national communisme » des militaires. Le système soviétique reposait sur la dictature personnelle et tend à sa reconstitution. Mais l'évolution de la société russe et la situation nouvelle des démocraties populaires ne rendent-elles pas celle-ci impossible ? Staline pouvait imposer sa volonté à la Russie et au bloc de l'Est. Khrouchtchev essaie de devancer le courant de l'opinion et de prévenir les événements, de peur d'être débordé. Tactique habile mais dangereuse ; elle risque de précipiter une évolution que l'on pourra difficilement diriger.

La fragilité du pouvoir collégial apparaît de plus en plus visible. La crise politique qui sévit à Moscou (et dont les prémices étaient discernables dès avant la mort de Staline) connaîtra de nouveaux développements, qui peuvent ébranler les structures même du régime.

Cette faiblesse relative peut renforcer la rigidité de la politique étrangère soviétique, voire son agressivité. L'hypothèse la plus vraisemblable est qu'elle n'entraînera aucun changement sensible dans l'attitude de l'U. R. S. S. Celle-ci continuera, comme par le passé, à rechercher la division du monde libre et l'affaiblissement de l'Europe (fût-ce par des manœuvres sur le désarmement). Elle continuera à souhaiter un « répit » dans ses relations avec l'Ouest pour résoudre ses difficultés économiques. Elle poursuivra sa propagande de paix et ses tentatives de séduction auprès des pays sous-développés.

Vigilance, fermeté, unité, restent les impératifs de l'Occident. Mais pour la première fois peut-être, au bout de la route, l'évolution de la Russie elle-même et du bloc soviétique, fait apparaître une lueur d'esérance.

*Kaganovitch, Malenkov, Molotov*

### Adieu !...

du Parti communiste bolchevik. C'est vrai dans une certaine mesure : Molotov et Kaganovitch étaient, dans tous les domaines, partisans d'une politique « dure », et Khrouchtchev veut apparaître comme le champion d'une réforme du système soviétique, qui tente à le libéraliser et à le décentraliser. Mais le staliniens Souslov reste en place. Et il n'est pas sans paradoxe que Malenkov ait été jeté dans la charrette des staliniens. C'est lui qui, au lendemain de la mort de Staline, avait adopté la nouvelle « ligne », reprise à son compte aujourd'hui par le secrétaire général du parti. C'est lui qui, pour la première fois,

en accord avec l'armée, pris la décision d'écraser le soulèvement hongrois ? N'a-t-il pas soutenu la diplomatie agressive de Chepilov, qui se voit congédié non pour l'avoir mise en œuvre, mais pour l'avoir conduite à l'échec ? Là encore, il faut se défier des conclusions hâtives.

L'explication la plus simple du coup d'État de Moscou paraît aussi la meilleure : il s'agit là d'un épisode de la lutte pour le pouvoir entre le groupe des staliniens : Molotov, Souslov, Kaganovitch ; le groupe anti-staliniens : Khrouchtchev, Boulganine, Malenkov et Mikoïan ; et le groupe des technocrates : Pervoukhine et Sabourov. Épisode surtout

## ● Le marché commun de M. Diefenbaker, Premier Ministre Canadien

### ● COMMONWEALTH... et « common market ».

Que reste-t-il aujourd'hui de commun aux dix Nations du Commonwealth ? Une conférence annuelle des premiers ministres à Londres, une photographie de

le Sud-Africain, M. Strydom, par M. Louw, le Cingalais, M. Bandaranaike, par M. de Silva. Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud, Inde, Pakistan, Ceylan, Rhodésie et Ghana, qui n'ont plus ni la même monnaie, ni les mêmes régimes politiques ni surtout les mêmes

la couronne d'Angleterre, mais leurs intérêts nationaux, au moins selon l'optique de leurs actuels dirigeants, semblent parfois fort opposés : chacun sait que l'Océan Indien est trop vaste au gré de M. Nehru, qui aimerait envoyer à Durham ou Johannesburg ses excé-

### Un homme fort ou un système affaibli ?

*Khrouchchev*

ces Messieurs avec la Reine, et c'est à peu près tout. Encore faut-il ajouter que, cette fois-ci, trois chefs de gouvernement, trop occupés par des difficultés locales ou désireux de marquer les distances, s'étaient fait représenter par leur ministre des Affaires Étrangères : le Néo-Zélandais, M. Holland, par M. Mac Donald,

attitudes à l'égard des problèmes mondiaux, parlent de moins en moins le même langage que l'ancienne métropole, et cela, à tous les sens de l'expression.

Non seulement certains membres du club, l'Afrique du Sud en particulier, ne supportent plus la moindre allusion à quelque allégeance de leur part envers

dents de population, et que tel n'est pas l'avis des blancs d'Afrique du Sud ; nul n'ignore que les câbles téléphoniques tendent à demeurer les seuls liens qui unissent à la Grande-Bretagne le Canada, de plus en plus intégré dans l'union économique nord-américaine.

Sur ce dernier point d'ailleurs, les

● C. F. T. C. : trop ou pas assez chrétienne ?

Anglais se montrent très résignés à s'incliner devant la logique de la géographie, et M. Macmillan n'a pas été le moins étonné d'entendre M. Diefenbaker, promu depuis trois jours aux commandes du Canada, proposer une réunion des dix ministres des Finances à Ottawa — fin septembre, après la session du Fonds Monétaire International à Washington — pour préparer une grande conférence économique du Commonwealth qui aurait lieu dans la même ville au printemps.

La première idée sous-jacente à la proposition Diefenbaker est que le nouveau Premier Canadien aimerait réussir là où son prédécesseur libéral, M. Saint-Laurent, avait échoué : vendre ses surplus de blé à « la zone sterling » — entendez, à l'Angleterre qui n'en a nul besoin — parce que les U. S. A., eux-mêmes encombrés de céréales, ne cessent de baisser leurs prix d'achat. L'opération, note *The Economist*, ne serait avantageuse pour les Anglais que s'ils pouvaient espérer, en retour d'une importation inutile, une augmentation intéressante de leurs exportations de produits manufacturés. Or le marché canadien est largement ouvert aux produits américains et n'offre que de faibles possibilités de reconquête au commerce britannique.

La seconde idée n'a guère plus de

chances de succès : il serait question de créer un marché commun « British made » en diminuant les tarifs douaniers entre pays du Commonwealth, ce qui serait évidemment profitable à l'industrie anglaise, menacée d'isolement par la création du marché commun européen. Seulement, il s'en faut de beaucoup que les nations du Commonwealth soient toutes intéressées par ce projet : l'Australie, l'Inde, et la plupart de leurs autres partenaires, sont trop occupés à créer leurs propres industries de transformation, qui ne peuvent se développer qu'à l'abri des fameux tarifs. Dans ces conditions, le songe creux de M. Diefenbaker n'aura que le mérite d'obliger Londres à perdre quelques illusions de plus, et à tourner ses regards vers le marché commun... du continent le plus proche.

● C. F. T. C. : vivante.

« Désormais la C. F. T. C., pour s'en tenir à l'essentiel, n'est plus chrétienne que de nom... » De qui ce jugement sommaire ? De *France-Indépendante*, organe officiel de la droite française... De son côté l'hebdomadaire socialiste officieux *Demain* estime que l'« attachement » au « C », dernière lettre du sigle confédéral, est un obstacle à l'unification des forces syndicales libres ». Pour la droite classique, la C. F. T. C. n'est donc plus chrétienne, pour la gauche traditionnelle, elle l'est trop !

A dire vrai, bon nombre d'« observateurs » — qui s'intéressent plus au spectaculaire qu'à l'essentiel — s'en sont tenus — en rendant compte du congrès d'Asnières, — au conflit qui a opposé « majoritaires » et « minoritaires ». Il y a eu des mouvements de foule, des incidents de séance, mais il serait trop simple de réduire le congrès à cet affrontement. Depuis 1955, les positions n'ont guère varié : 60 % environ pour les uns, 40 % pour les autres. Le conflit n'a pas connu d'armistice, mais derrière l'opposition des hommes et des tempéraments se dessine une certaine convergence entre les thèses en présence.

Sur l'Algérie, vote d'une motion unanime. Sur l'Europe, attitude positive et volonté d'obtenir une participation ouvrière « à part entière ». Tandis que dans son projet de résolution, la minorité se prononçait pour la participation « à des formes de coopération européenne

qui ne renforcent pas en Europe les puissances capitalistes », la majorité se déclarait « favorable à la création et au développement d'institutions euro-

Maurice Bouladoux

« Syndicalisme n'est pas ouvriérisme. »

peennes... à condition « que ces institutions ne tendent en aucune manière à renforcer le capitalisme international et libéral ». Sur la *planification*, la minorité la veut « démocratique comportant un contrôle ouvrier », et la majorité réclame « une économie planifiée », avec « le droit effectif d'intervention et surtout de contrôle reconnu aux organisations représentatives de travailleurs ». On pourrait continuer les citations : les mots diffèrent plus que l'orientation.

Reste la querelle doctrinale : ce que *Demain* appelait, dans un raccourci qui fournit un titre accrocheur, mais défigure la réalité : « Bataille sur la laïcité. »

Il s'agit de la référence statutaire à la morale sociale chrétienne. Les minoritaires veulent — dit-on — la supprimer pour y substituer le « socialisme démocratique ». L'ennui — pour eux — c'est que cette notion reste encore à définir ! On remarquera d'ailleurs qu'ils n'ont pas livré bataille sur ce point : nulle part, le texte de la minorité ne reprend cette étiquette. Attitude tactique ou prise de conscience de l'insuffisance de leur position doctrinale ? L'avenir le dira.

Diefenbaker

Au pays des Songes...



## ● C. G. T. : « Unité » par absorption et « pleins pouvoirs » à l'actuelle direction

Maurice Bouladoux a pris, au contraire, l'offensive : dans son discours inaugural, il a vigoureusement souligné le caractère de la référence statutaire : non point servitude, ni mutilation, mais adhésion à un humanisme historique concret, dont les valeurs définissent l'exigence et le point fixe à partir duquel, sous sa propre responsabilité et en toute indépendance, la C. F. T. C. construit son action. Et cette indépendance est réelle : il faut beaucoup de mauvaise foi pour le nier et beaucoup d'imagination — ou de solides complexes — pour voir dans le syndicalisme chrétien une entreprise cléricale ou confessionnelle.

Bien au contraire, la C. F. T. C. est aujourd'hui la première centrale syndicale libre ; elle se débarrasse de son complexe d'infériorité minoritaire au sein du mouvement ouvrier français : seule de toutes les confédérations, elle est en progression constante dans tous les secteurs, tant en ce qui concerne les effectifs, que les suffrages dans les élections professionnelles. Déjà, ici ou là, elle précède même la C. G. T. Cette situation l'oblige à assumer désormais les responsabilités les plus grandes dans le mouvement ouvrier et dans la vie nationale : « Syndicalisme n'est pas ouvriérisme... pas de poujadisme ouvrier... » disait Maurice Bouladoux. La promotion ouvrière exige que le syndicalisme parle au nom de la communauté nationale tout entière, et cela surtout au moment où il constate une crise générale des idéologies et le « vide politique » français.

Congrès vivant, congrès démocratique, congrès tourné vers l'avenir. Des militants jeunes et dynamiques : le très remarquable travail de formation entrepris depuis dix ans porte ses fruits et beaucoup d'organisations — partis politiques compris — pourraient s'en inspirer. Un programme réaliste à court terme et à long terme, une organisation efficace. Une doctrine qui assure la fidélité à quelques valeurs fondamentales.

La C. F. T. C. est armée pour réaliser son objectif : devenir la grande centrale syndicale française, pôle d'attraction de l'ensemble de la classe ouvrière.

### ● C. G. T. : bien en main.

La C. G. T. — elle — a clôturé son 31<sup>e</sup> congrès par un vote final d'unani-

mité qui confirme les pleins pouvoirs de l'actuelle direction communiste.

Comme tout le congrès était orienté vers la réunification syndicale, il fallait

gardait solidement les clefs en main. Le Brun avait joué son rôle. La pièce finie, il réintégrait le bercail unitaire.

*Aimé Pastre*

### Un minoritaire courageux.

un peu de mise en scène. Elle fut montée avec soin, et M. Le Brun joua avec conscience le rôle de leader « d'opposition » de Sa Majesté. Il réclama que des « tendances » puissent librement s'organiser et être démocratiquement représentées au sein de la centrale. Frachon demanda au congrès de condamner le principe même des tendances. Le Brun revint à la charge. Magnanime, alors, Frachon accepta de retirer dans la motion finale les quelques mots qui y faisaient allusion, sans pour autant, bien sûr, reconnaître aux « tendances » le moindre droit à l'existence. De son côté, Le Brun se rallia à cet accord sans omission. On ne condamnait pas les tendances, mais on ne les autorisait pas ! Tout continuait comme avant, ce qui veut dire qu'elles n'auraient pas le droit d'exister. Et le tour était joué.

On avait « démontré » que la liberté de discussion existait au sein de la C. G. T. et Le Brun pouvait — à l'usage des « compagnons de route » qui tiennent à avoir bonne conscience (survivance « petite-bourgeoise »!) — proclamer : « La porte reste ouverte... » Mais Frachon

*Pierre Le Brun*

### Un minoritaire de service.

Une initiative de la Fédération du Livre et la courageuse intervention d'Aimé Pastre ont fait d'ailleurs éclater le caractère préfabriqué de l'opposition de Le Brun. Seul Pastre a eu le courage de déclarer à la face du congrès qu'il était du côté des insurgés de Budapest. Ni Le Brun, ni aucun des minoritaires de service n'est venu le soutenir — Frachon ne l'aurait pas permis...

De même lorsque la Fédération du Livre proposa un amendement à l'article 10 des statuts, dont le but clairement affirmé était de « dépolitiser » la C. G. T., elle obtint 7,5 % des voix. L'an dernier, Le Brun avait obtenu 25 % pour ses thèses soi-disant « réformistes ». L'occasion lui était fournie de prendre parti pour une réforme efficace. Mais Frachon s'y opposait, et naturellement Le Brun s'est retrouvé dans le camp de Frachon.

La conclusion est claire : la C. G. T. demeure une annexe du parti communiste. Le Brun continuera à jouer son rôle de minoritaire de service. Et l'unité syndicale, à la manière « frachonienne » devra s'entendre « unité par absorption ».

# Dix-huit mois de cure

## Le membre malade de la famille des Six ?

**P**AR une coïncidence dramatique, quoique fortuite, c'est quelques jours après la suspension des mesures de libération des échanges, conséquence directe de la crise aiguë de nos finances, que le Parlement a dû se prononcer sur la ratification des traités européens.

C'est donc dans le moment même où sa santé économique apparaissait provisoirement compromise que la France a dû prendre l'option d'affronter, à bref délai et avec une moindre protection, la concurrence de ses partenaires.

A la tribune de l'Assemblée Nationale, M. Mendès-France a été particulièrement catégorique. Pour lui, ces circonstances démontrent combien notre pays est loin des conditions de santé et d'équilibre propres à lui permettre la compétition parmi les Six, et auraient dû conduire à différer au moins l'entrée en vigueur des premières mesures prévues dès l'expiration des dix-huit mois suivant la ratification.

« Quel médecin, s'est-il écrié, prendrait la responsabilité de dire à un malade : suivez telle cure et, dans dix-huit mois, vous pourrez affronter n'importe quel risque. Tout médecin dirait au contraire : si votre rétablissement n'est pas achevé, vous devez poursuivre la cure. Or qui oserait affirmer que le rétablissement de la France sera accompli dans dix-huit mois ? Le péril d'inflation ne va-t-il pas au contraire accroître encore le déséquilibre de notre économie ? »

### I. — Le diagnostic : une crise de croissance

Le Parlement a-t-il eu raison d'écarter ces objections ? Pour répondre à la question, il faut d'abord établir un diagnostic exact de la crise française actuelle, déterminer ensuite la cure qu'elle exige, et juger enfin si la politique du marché commun est ou non compatible avec les conditions du rétablissement de la santé de notre économie et de nos finances.

En vérité, la crise que connaît notre pays n'est pas une crise

comme les autres. Si l'opinion publique, et même parlementaire, a mis si longtemps à prendre conscience de son existence, ce n'est pas seulement parce qu'elle était habituée depuis de longues années à des difficultés financières à peu près chroniques, et qu'elle a été maintenue dans l'illusion par la passivité du précédent gouvernement. C'est aussi parce qu'elle pouvait difficilement concevoir qu'une crise sérieuse menace le pays, alors qu'il connaît manifestement une prospérité rarement atteinte.

#### ● Une expansion brillante...

Personne n'ignore en effet en France que l'accroissement de la production nationale a battu ces dernières années tous les records. Les gouvernements successifs se sont chargés de le proclamer, sans doute un peu trop, et d'en revendiquer pour eux-mêmes, indistinctement, une bonne part du mérite. L'année 1956 à cet égard a été digne de ses devancières : la production industrielle s'est accrue par rapport à l'année précédente d'en moyenne 10 p. 100, et l'industrie textile elle-même a participé au mouvement et connu un essor inespéré.

Le chômage véritable est à peu près inconnu, la durée hebdomadaire et moyenne du travail s'est allongée. D'une année à l'autre, la masse des salaires distribués a augmenté de 10 %, et l'ensemble du revenu des particuliers de 8 %. Il serait superflu de poursuivre la description d'un tableau très connu ; on se bornera donc à rappeler encore que l'investissement public et privé lui-même a atteint un record en 1955-1956, soit 18,3 % en 1955, 19,1 % en 1956 du produit national brut.

Il est certes utile de s'arrêter aussi à quelques constatations moins banales. L'expansion économique est générale en Europe. Ainsi l'accroissement moyen de la production industrielle entre 1952-1956 place la France vers le milieu de l'ensemble des pays occidentaux, avec 5,9 %, avant l'Angleterre avec 4,8 %, la Belgique avec 4 %, la Suède avec 3 %, mais après la Hollande avec 7,4 %, l'Allemagne avec 7,4 % et l'Italie 11 %.

Le dernier rapport de l'O. E. C. E. fait état de comparaisons

# avant le marché commun

PAR \* \* \*

plus complètes et moins favorables à la France portant sur la période plus longue de 1950 à 1955. L'accroissement des produits nominaux bruts a été de : 15,3 % pour le Royaume-Uni ; 22,8 % pour la France ; 27,2 % pour les Pays-Bas ; 32,9 % pour l'Italie ; 59,7 % pour l'Allemagne.

Alors que la consommation par habitant est sur le point en Allemagne de rattraper la nôtre, les investissements par habitant ont déjà dépassé outre-Rhin le niveau français depuis quelques années : 140 dollars en France, 189 en Allemagne.

Néanmoins, si ces rappels doivent conduire à tempérer certains enthousiasmes excessifs, ils ne contredisent nullement l'affirmation, émise par un journaliste étranger, que la France, à travers de nombreuses difficultés, connaît depuis quelques années le plus grand essor technique de son histoire.

## ● ... et son revers.

Mais l'expansion industrielle, dans un pays dont les ressources en matières premières et en énergie sont limitées, tend d'elle-même à créer un besoin accru d'importations, générateur de déficit commercial, à moins d'un accroissement suffisant de l'exportation de produits finis, qui suppose lui-même une limitation de la consommation intérieure, de façon à laisser disponible un surplus pour les marchés extérieurs.

En fait, tandis que nos exportations baissaient en 1956 de 1 740 milliards à 1 620 milliards, nos importations passaient de 1 670 milliards à 1 980 milliards. Le déficit commercial avec

largement excédentaire ; les réserves en devises seules se montaient à 394 milliards ; l'encaisse-or avait été augmentée de 100 milliards et un crédit de 46 milliards restait disponible à l'Union Européenne des Paiements.

## ● Les seuls produits alimentaires, responsables du tiers de l'aggravation du déficit en 1956...

Pour effectuer une analyse plus approfondie des causes de la

## *Des chiffres qui tempèrent certains enthousiasmes excessifs.*

situation catastrophique actuelle, il faut tout d'abord examiner la répartition des importations au cours des mois précédents : l'augmentation du déficit commercial de 1956 par rapport à 1955 est ainsi imputable pour 25 % à une augmentation des importations de matières premières, pour 25 % aussi à une augmentation des importations des produits pétroliers, mais pour 31 % à la détérioration de la balance commerciale des produits alimentaires et pour 10 % à l'augmentation des importations des produits d'équipement.

La gravité des dégâts causés aux récoltes de 1956 par le gel contribue à expliquer l'évolution de 1955 à 1956 en ce qui concerne les produits agricoles, dont les importations ont augmenté de 67 milliards tandis que les exportations diminuaient de 43 milliards : mais elle n'y suffit pas : en effet, la France a trop consommé de viande en 1955 et a dû en importer davantage.

D'un autre côté, la crise de Suez a coûté des dollars, par suite de la hausse des frets et du changement dans l'origine des approvisionnements. La guerre d'Algérie a nécessité des importations de matériel militaire pour un montant de 60 milliards en 1956, et probablement 90 milliards en 1957. De plus, l'armée a absorbé 430 milliards de produits livrés par les industries mécaniques et électriques, contre 300 en 1955, et en absorbera sans doute 500 en 1957, dans un secteur qui eût été autrement capable d'exporter beaucoup plus.

Il s'agit là, évidemment, de facteurs occasionnels dont l'action a été incontestablement accélérée au cours des derniers mois, par l'entrée en jeu de mobiles psychologiques ou spéculatifs.

## ● Mais il existe un déséquilibre structurel permanent.

Cependant, ce serait une grave erreur de croire que ces causes accidentelles suffisent à expliquer nos difficultés, qui ne seraient ainsi que passagères. En fait, venant aussitôt après les produits alimentaires, nous avons vu que le poste « matières premières » et le poste « produits pétroliers » sont responsables chacun pour 25 % de l'aggravation du déficit. Nous nous trouvons là en pré-

*Le chômage véritable est à peu près inconnu.*

l'étranger était donc de 360 milliards pour l'année, mais il s'est encore rapidement aggravé pour atteindre, pour les quatre premiers mois de 1957 seulement, malgré un accroissement des exportations, le chiffre de 221 milliards, prévu initialement pour l'ensemble de l'exercice.

Fin juin, le total des réserves devises de la France (encaisse-or comprise) était tombé à 280 milliards de francs seulement, correspondant à peu près à six mois de déficit, au rythme de la dernière période ! Pour prendre un point de comparaison, rappelons que lorsque M. Pierre Pflimlin quitta le ministère des Finances, en décembre 1955, le déficit commercial avec l'étranger avait été ramené pour l'année, à un chiffre inférieur à 100 millions de dollars (il a dépassé ce montant pour le seul mois de juin 1957) ; la balance des paiements (incluant les opérations non commerciales) était

ance des principaux facteurs du déficit structurel dont souffre, depuis de longues années, l'économie française. Masqué autrefois par le revenu des placements français à l'étranger, puis, depuis la libération, par les diverses formes d'aide américaine, il a été encore accru par notre développement industriel, qui accroît notre « faim » en produits de base.

Or l'aide américaine subit, depuis un certain temps déjà, une diminution progressive d'autant plus sensible aujourd'hui qu'à une guerre d'Indochine qui nous rapportait des dollars, a succédé une guerre en Algérie qui nous en coûte. M. de Jouvenel a impitoyablement démontré que notre première crise de devises en 1951, qui aurait dû nous servir d'avertissement, avait été surmontée essentiellement grâce à l'aide américaine. Or l'aide américaine est progressivement passée de 311 milliards de francs en 1954, à 286 en 1955, 136 en 1956 et probablement 55 en 1957.

Ainsi mis à nu par l'amenuisement de l'aide extérieure, le déficit chronique de notre balance commerciale s'accroît du fait de la structure actuelle de l'industrie française et de sa dépendance vis-à-vis de l'étranger. Comme l'a très bien expliqué M. Laure, dans une étude récente, « par un phénomène qui n'est que l'aspect

investissements sur des bases saines, a eu tendance à diminuer, et se trouve à un niveau nettement insuffisant, comme le montre le dernier rapport de la Banque des règlements internationaux, qui évalue en pourcentage du revenu national cette formation nette de capitaux fixes, à 13,3 % en 1950 pour tomber à 8 % en 1953, puis remonter à 11,2 en 1955 avant de retomber à 9,2 en 1956. La crise budgétaire obligeant l'État à se réserver près des 3/4 des émissions sur le marché financier en 1956 contre la moitié en 1955, tandis que le blocage des prix, l'augmentation de l'impôt sur les sociétés, et la taxation partielle de la décote sur stocks diminuent les possibilités d'auto-financement des entreprises, la situation présente et future de nos investissements privés productifs est loin d'être aussi brillante qu'on l'imagine souvent.

L'excès de la demande intérieure provient donc, non des investissements, mais de l'excès de certaines dépenses de consommation privées et publiques.

En ce qui concerne le secteur privé, l'exposé des motifs du projet de loi de finances mentionne, à titre d'exemple, le développement, sans doute disproportionné, du crédit à moyen terme, spécialement dans le domaine de la construction, où la tension nette des prix prouverait que les possibilités physiques de la production ont été dépassées.

#### ● L'impasse budgétaire accroît la poussée inflationniste.

Mais la pression de la demande intérieure a été en outre entretenue et renforcée par un déficit budgétaire considérable, aboutissant à la distribution d'un important pouvoir d'achat qui a grossi artificiellement la demande sans être compensée par aucune offre supplémentaire, susceptible de l'équilibrer. L'« impasse » atteignait 1 050 milliards pour 1947, avant le vote des dernières augmentations d'impôts de 150 milliards.

Cependant, si l'équilibre de nos finances est difficile cette année, il le sera encore plus l'année prochaine. Dans l'état actuel des choses, c'est-à-dire sur la base des textes existants et des dépenses nouvelles résultant d'engagements déjà pris, l'impasse de 1958 atteindrait 1 480 milliards, même si l'on tient compte d'une augmentation de ressources fiscales de 200 milliards, escomptée de la poursuite, malgré tout aléatoire, de l'expansion, et même si l'on suppose différée l'application du projet Gazier.

La nécessité de recourir à un relèvement du plafond des avances de la Banque de France n'a été que le symptôme visible de cette crise. Elle risquerait, en l'absence d'une politique énergique de redressement, de s'imposer l'an prochain pour un montant encore bien supérieur, puisque l'ensemble des ressources du Trésor pour couvrir l'impasse n'a pu dépasser en moyenne ces dernières années environ 800 milliards par an.

Sans accorder une attention excessive à l'aspect juridique, et malgré tout formel de l'opération, il faut surtout y voir la manifestation d'un déséquilibre qui alimente les tensions internes de l'économie et risque de provoquer le déclenchement d'un processus générateur d'inflation accélérée.

Les causes de l'augmentation des dépenses budgétaires et des charges du Trésor, responsables de cette situation, sont d'ailleurs faciles à déceler. On pense d'abord à la guerre d'Algérie dont le coût réel est mal connu, le chiffre de 200 milliards officiellement avancé paraissant peu vraisemblable. La manipulation de l'indice coûte pour une année, sur les bases actuelles, 100 milliards. La hausse intérieure des prix, et la crise des finances extérieures, entraînent un coût croissant des subventions économiques à l'exportation. Enfin, et c'est là le phénomène le plus caractéristique de la dégradation des institutions, le gouvernement et le Parlement ont accumulé les promesses à terme et les plans quadriennaux ou quinquennaux de tout genre, dans l'illusion de les rendre ainsi intangibles et dans l'espoir d'échapper, dans l'immédiat, à des pressions excessives des intérêts en cause. Il y a ainsi un plan de développement scolaire, un plan de reclassement des fonctionnaires, un plan pour les anciens combattants. La méthode n'est pas condamnable en soi et peut même être saine, en permettant d'échapper au cadre trop restreint des budgets annuels. Elle

#### *Des facteurs occasionnels de déficit...*

*marginal* du déficit structurel de notre commerce extérieur, l'expansion récente a été effectuée en grande partie à *découvert* ». Pour subsister, elle doit donc être consolidée par un accroissement de nos exportations.

#### ● La demande intérieure a pris un temps d'avance...

Mais pour que cet accroissement puisse être réalisé, il aurait fallu non seulement que les Français manifestent ce fameux « état d'esprit exportateur » qui leur fait généralement assez largement défaut ; mais encore, que la demande intérieure n'augmente pas trop rapidement, au point d'absorber la majeure partie de la production. C'est le contraire qui s'est produit. La demande, comme cela arrive si souvent en France, même et surtout en période d'expansion, a pris un « temps d'avance » sur l'offre. Les producteurs, dont les carnets de commande se gonflaient, ont servi le marché intérieur par priorité, au détriment de l'exportation. Parfois, l'appel du marché intérieur a été tel qu'il a provoqué l'achat à l'étranger de biens d'équipement, que nos industries n'étaient plus toujours en mesure de livrer dans des délais raisonnables du fait de l'expansion trop rapide de la demande. Ainsi, le gonflement de la demande intérieure a-t-il doublement agi dans le sens de l'accroissement du déficit : en réduisant les possibilités d'exportation ; en provoquant des importations excessives.

D'où provient cet excès de la demande intérieure ? D'investissements excessifs ? Certes, non ! Nous avons déjà cité des chiffres qui démontrent la relativité du « record » qui aurait été battu à cet égard au cours de l'année 1956. Mais ce qu'il faut dire, c'est que ces investissements, même s'ils sont encore insuffisants, n'ont pu être réalisés que par le recours partiel à des procédés inflationnistes. En effet, la formation nette de capitaux fixes, autrement dit, l'épargne authentique, qui aurait dû permettre de financer ces

devient critiquable lorsqu'elle aboutit à tirer des traites en blanc sur l'avenir sans en limiter rigoureusement le total à la marge d'anticipation légitimement autorisée par les perspectives raisonnables de l'expansion.

## II. — La cure et la convalescence

L'ensemble des analyses qui précèdent montre que tous les problèmes posés à l'occasion de la crise actuelle sont interdépendants et qu'il est impossible de se limiter à des solutions partielles.

D'autre part, ce qui aggrave considérablement les difficultés à surmonter, c'est la carence difficilement excusable du gouvernement Mollet qui a laissé pendant des mois le déficit extérieur s'aggraver, dilapidant plus de 1 600 millions de dollars de réserves de change, soit une moyenne de 100 millions de dollars par mois, sans paraître s'en inquiéter outre mesure.

Quoi qu'il en soit du passé, nous voici au pied du mur. Quelle politique adopter pour faire face à l'urgence du péril ? Prenons tout d'abord la mesure de l'effort à accomplir pour conjurer les conséquences catastrophiques qu'aurait à brève échéance la cessation de nos paiements extérieurs. Le déficit de notre balance commerciale qui a atteint 2 milliards par jour au cours des derniers mois de la gestion Ramadier ne s'est établi qu'à 360 milliards environ pour l'ensemble de l'année 1956. Mais ce chiffre a été lui-même gonflé par des facteurs occasionnels. On peut considérer qu'avec un gain de 150 milliards, la situation de notre commerce extérieur serait, dans l'immédiat, suffisamment assainie pour permettre à notre économie d'accomplir sa convalescence dans des conditions satisfaisantes et opérer ensuite le redressement plus complet qui s'imposera inéluctablement à long terme. Or 150 milliards ne représentent que 1 % de notre revenu national. L'effort ne paraît donc pas au-dessus de nos forces. Dans quelle voie l'accomplir ?

### ● Impossibilité de laisser jouer les régulateurs automatiques.

Nous avons vu que les excès de la demande intérieure avaient contribué à l'aggravation du déficit de la balance des comptes. Mais l'excédent des importations sur les exportations a été encore

### *La demande a été artificiellement gonflée par rapport à l'offre.*

insuffisant pour équilibrer le surplus de la demande par rapport à l'offre.

Telle est la raison fondamentale de la tendance générale à la hausse des prix que la manipulation de l'indice des 213 articles et le blocage n'arrivent plus à contenir, bien qu'elle ait tardé à se manifester spontanément avec vigueur. La manipulation de l'indice, pour éviter de franchir le seuil de 149,1 a correspondu à quatre points en un an. Mais l'indice des prix de gros a augmenté de 4,8 % en 1956. Quant au blocage des prix, il a été souvent tourné par des procédés maintenant bien au point. Les matières premières importées ont augmenté, en 1956, de 6,2 %. Le gouvernement a dû accepter une hausse du prix de l'acier de 3 % et ultérieurement, au mois de mai 1957, une hausse du prix du charbon égale en moyenne à 8 %, qui entraînera une nouvelle hausse de l'acier et de beaucoup d'autres produits. La hausse

### *L'aide américaine en diminution constante.*

des produits pétroliers atteignait déjà 14 % avant les dernières décisions. Les salaires réels ont augmenté de 6,8 %.

La situation n'est guère plus satisfaisante en ce qui concerne les produits agricoles. La hausse du prix du bœuf a été contenue, mais en sacrifiant l'avenir de l'élevage, et le gouvernement vient d'opérer sur ce point un renversement de politique afin d'éviter un appauvrissement de notre cheptel, redoutable pour notre approvisionnement futur. Le prix du lait a été indexé, et malgré les allègements fiscaux, celui du vin va encore augmenter, sans parler de la hausse saisonnière des légumes et des fruits.

Puisque l'excédent de la demande intérieure est l'un des éléments fondamentaux du déséquilibre de notre économie, faut-il alors, ainsi que le conseillerait l'application pure de la théorie libérale, laisser s'effectuer spontanément la hausse des prix, considérée comme un mécanisme régulateur automatique aboutissant à restreindre la consommation globale ?

Ce serait, en vérité, provoquer de nouveaux déséquilibres : sur le plan extérieur, un « nouveau palier » accroîtrait les difficultés de nos exportateurs ; sur le plan intérieur, la hausse des prix susciterait un mouvement de fuite devant la monnaie, et surtout des soubresauts sociaux qui iraient à l'encontre du but poursuivi. D'ailleurs, l'échelle mobile du salaire minimum, les nombreux systèmes d'indexation qui tendent à se généraliser (les mesures prises à l'occasion de la réforme de l'indice pour décrocher les loyers du jeu de l'échelle mobile, ne constituant qu'un timide recul), expriment précisément l'impossibilité d'admettre la hausse des prix comme moyen de répartir l'effort d'austérité. C'est qu'en effet la limitation de la consommation par le moyen de la hausse des prix s'opère de la manière la plus injuste, frappant essentiellement les plus malheureux.

Sous réserve d'ajustements limités peut-être inévitables, il faut donc recourir à d'autres mesures. On peut envisager les suivantes dont certaines ont déjà été prises : une restriction des ventes à tempérament ; le recours à une fiscalité qui ne s'inclut pas immédiatement dans les prix de revient, et frappe essentiellement ceux qui consacrent des revenus plus élevés à des dépenses non indispensables, sans risquer toutefois de provoquer des réactions psychologiques pires que le mal à guérir ; une incitation à l'épargne pour permettre de couvrir, par les procédés non inflationnistes, des investissements dont le montant doit être maintenu et même augmenté ; enfin, après la réalisation de toutes les économies possibles, le respect strict d'un plafond opposé à tout nouveau gonflement des dépenses publiques.

En bref, il faut que les Français admettent qu'ils ne pourront redresser la situation en espérant maintenir, pour tous, les habitudes de consommation des derniers mois : cela rappellerait trop le célèbre programme consistant à demander plus à l'impôt et moins au contribuable ! Est-il impensable qu'ils le comprennent ?

### ● Préférence pour politique « sélective ».

Mais des mesures globales destinées à diminuer la demande intérieure ne peuvent avoir qu'une efficacité limitée pour réduire le déficit commercial, en raison principalement de l'importance,

malgré tout encore relativement faible pour la France, du commerce extérieur par rapport au revenu national.

Ainsi, en supposant qu'un effort de réduction des impôts et des dépenses de transfert du budget (subventions économiques ou sociales) entraînerait une appréciable réduction de la consommation nationale de 500 milliards, il n'en résulterait selon les calculs des experts qu'une réduction de 50 à 75 milliards du déficit de la balance commerciale.

Cependant la politique de déflation générale que supposeraient de telles mesures serait nuisible au point de vue intérieur en entraînant une récession généralisée et un abaissement du standing de vie disproportionné avec le résultat obtenu.

Réservant les mesures globales aux actions à long terme, il est donc préférable de recourir à des mesures particulières, en vue d'atteindre dans les plus courts délais et à de moindres frais les objectifs immédiats. Citons encore ici M. Lauré, qui donne l'exemple suivant : « Une économie de devises sur notre consommation de viande sera obtenue d'une manière moins nuisible pour notre standing de vie par la mesure particulière consistant à continger les importations de viande que par la mesure globale consistant à diminuer l'ensemble de nos revenus, dans l'espoir que, sous l'effet de cette diminution, nous réduirions, entre autres choses, notre consommation de viande.

Ces mesures spécifiques, « sélectives », pour employer un terme cher à certains économistes modernes, devront tendre les unes à réduire les importations, les autres à stimuler les exportations.

La suspension de la libération des échanges tend vers le premier objectif. Le seul fait d'avoir été préconisée publiquement par M. Plevin au début de la crise la rendait peut-être ensuite inévitable. Mais sa portée est limitée, selon des études faites, à environ 30 milliards par an seulement, si l'on ne veut pas entraîner un freinage excessif de l'activité industrielle, résultat mince pour une mesure aussi grave.

C'est donc essentiellement dans l'augmentation de nos exportations que la solution doit être cherchée. Des résultats suffisamment rapides peuvent-ils être obtenus de ce côté ?

#### ● Faut-il dévaluer ?

Certains pensent qu'un tel objectif pourrait être facilité par une dévaluation immédiate, déjà inscrite dans le niveau des prix, attendue et recommandée par l'étranger, qui assainirait la situation, placerait l'économie française à parité avec ses concurrents étrangers et lui permettrait de repartir sur un nouveau pied. Sans aller, jusqu'à traiter cette solution d'imbécile, comme le fit naguère M. Guy Mollet, nous croyons devoir l'écarter. Certes, elle favoriserait le retour clandestin de capitaux, réintégrerait dans le circuit officiel les devises échangées au marché libre par les touristes étrangers et coïnciderait heureusement avec l'actuelle baisse des cours de certaines matières premières sur le marché mondial.

Mais elle exercerait, sans doute, une influence désastreuse sur une opinion très sensibilisée. Surtout, d'un point de vue technique, on sait qu'elle entraînerait une détérioration des termes de l'échange, c'est-à-dire du rapport des prix d'exportation aux prix d'importation : en effet, les produits achetés par nous à l'étranger coûtant désormais plus cher en France et les produits vendus par nous à l'étranger, étant payés moins chers, il faudrait davantage d'exportations, pour équilibrer une même masse d'importations.

Le résultat pourrait être néanmoins bénéfique si notre courant d'exportations devait être stimulé considérablement par la fixation d'un nouveau taux de change. Mais une telle stimulation est plus difficile, lorsque l'économie du pays qui dévalue est déjà en situation de plein emploi, comme c'est notre cas. De plus, le système actuellement en vigueur de primes à l'exportation et de taxes sur les importations aboutit, au prix certes de complications administratives et d'une bonne dose d'arbitraire, mais avec plus de nuances et de souplesse, aux mêmes résultats qu'une dévaluation. Ici encore les mesures sélectives paraissent devoir être préférées, pour le moment, à la mesure globale que constituerait un réalignement monétaire.

Dans l'attente d'une occasion favorable à une révision des taux du change qui, de toute manière, ne nous dispenserait d'aucun effort, c'est donc à notre avis, dans le cadre du système actuel d'aide à l'exportation qu'une action énergique et immédiate doit être engagée pour permettre, partout où cela est possible, une augmentation rapide de nos ventes à l'étranger. Dans certains secteurs, les experts estiment que cette augmentation pourrait atteindre de 15 à 25 % des chiffres actuels.

M. Félix Gaillard étudie à cet effet tout un arsenal de moyens destinés à rendre effective une véritable mobilisation au profit de tous les secteurs exportateurs ou susceptibles de le devenir. De la même manière, la France doit mettre en œuvre d'urgence une véritable politique touristique afin de faire cesser l'in vraisemblable paradoxe que représente pour un pays comme le nôtre, réputé dans le monde entier par son attrait, une balance touristique déficitaire depuis l'an dernier !

#### ● A long terme, donner à notre économie une structure exportatrice.

A plus long terme, une action persévérante s'impose pour donner à notre économie une structure exportatrice.

*La vocation exportatrice de l'agriculture française doit être mieux exploitée.*

L'une des raisons de nos difficultés immédiates, nous l'avons vu, est l'aggravation de notre balance alimentaire. Mis à part les facteurs occasionnels qui en sont l'une des causes, il est incontestable que notre agriculture pourrait contribuer en permanence, dans une mesure beaucoup plus large, à l'approvisionnement du pays en devises — d'autant plus que les exportations agricoles ont le grand avantage de porter sur des produits qui ne nécessitent pour ainsi dire pas d'importations d'énergie, de matières premières ou de biens d'équipements. Pour cela, il faut que l'agriculture cesse d'être simultanément sacrifiée, ou gâtée, ce qui n'est pas mieux. L'effort

#### *La vocation exportatrice de l'agriculture doit être mieux exploitée.*

en faveur de l'élevage doit être systématique et poursuivi, au détriment de certaines productions végétales surabondantes et trop chères. (Blé, betterave et vin ont coûté au Trésor 71 milliards en 1955 pour une valeur de 490 milliards. Il est vrai que, depuis, le marché de la betterave a été assaini... un peu trop !)

Il est encourageant que le dernier congrès de l'Association des producteurs de blé ait envisagé cette évolution, et semblé en comprendre la nécessité. Quelques expériences réussies montrent déjà que la vocation d'exportatrice de produits agricoles de la France est certaine, et plus facile à réaliser qu'on ne pense (viande, fruits et légumes).

*L'expansion industrielle doit se poursuivre par priorité à partir des secteurs pourvoyeurs de devises.*

Les investissements de base dans la production d'énergie et la

sidérurgie doivent être intensifiés. Plus généralement, dans le choix des investissements, le critère : économie de devises, doit devenir prépondérant. Ainsi devons-nous accroître nos industries mécaniques et électriques, actuellement insuffisamment développées. C'est à partir des industries à vocation exportatrice que doit désormais se poursuivre essentiellement notre expansion.

*Un effort général vers la spéculation et la qualité, et l'adaptation de nos méthodes commerciales* doivent étendre nos marchés traditionnels et nous en ouvrir de nouveaux.

### III. — L'échéance du marché commun

#### ● Pas d'incompatibilité entre les exigences de notre redressement et le marché commun.

Au terme de cette étude, il est possible de répondre aux questions posées en commençant.

Pour que la France entre sans péril dans le marché commun, il faut qu'elle puisse assurer, à long terme, « l'équilibre de ses règlements extérieurs et l'expansion de son économie », comme l'a écrit M. Savary, auteur du rapport général sur le traité. Or cette nécessité existe pour la France de toute manière, car l'analyse de la crise actuelle montre que les exigences de son développement industriel ne lui permettent plus de vivre dans l'autarcie, sous peine d'avoir à renoncer à l'expansion, et même à remettre en cause les progrès acquis depuis dix ans. Dans la mesure où le développement de son économie dépend de ses possibilités d'importation, et donc d'exportation, la France ne peut plus d'aucune manière fonder la défense de sa prospérité sur le protectionnisme.

Ce que l'on peut dire, par contre, c'est que le marché commun, en lui donnant la possibilité de parvenir à une certaine égalisation des charges avec ses partenaires, et en lui permettant d'intégrer son économie complexe dans un cadre plus vaste où elle doit trouver les conditions d'un meilleur équilibre, favorisera normalement l'effort d'adaptation qui s'impose à elle ; à condition, bien entendu, que la France prenne cet effort au sérieux et ne recommence pas l'expérience qu'elle vient de faire en entrant il y a neuf ans dans la voie de la libération des échanges sans s'astreindre à remplir les conditions qui devaient découler de cette politique. Ceci dit, serait-ce alors la perspective prématurée de la première échéance du marché commun qui risquerait d'aggraver les efforts nécessaires pour surmonter notre crise financière ? Dans l'attente des premières mesures prévues par le traité, qui n'interviendront que dans dix-huit mois, la ratification n'aggrave pas nos difficultés. Elle tend au contraire à les atténuer, en produisant un effet stimulant indirect sur notre économie, invitée à se préparer à la compétition des Six ; et en incitant nos importateurs, d'ici là, à modérer leurs achats à l'étranger du fait de la diminution attendue des tarifs douaniers.

Le vrai problème ne se posera donc qu'au moment de l'entrée en vigueur effective du traité. Toute la question est de savoir si, d'ici là, la France aura su rétablir suffisamment l'équilibre de ses finances pour éviter l'étouffement de son économie par la compétition de ses partenaires, que ne pourront plus atténuer des recours croissants à la protection. En somme, selon le remarquable raccourci proposé par M. Giscard d'Estaing : ou nous refusons de ratifier, et c'est le déclin dans l'autarcie ; ou nous ratifions sans rien changer à notre politique économique et c'est le déclin dans l'asphyxie ; ou nous inaugurons une politique économique nouvelle, qui garantisse à la fois les chances de notre expansion et les conditions d'une saine coexistence avec nos partenaires dans le marché commun et nous opérons le vrai choix qu'implique la ratification.

Cette politique suppose que soient éliminées les tensions inflationnistes internes qui résultent d'une anticipation imprudente des ressources supplémentaires dégagées par l'expansion, et surtout que soit arrêtée l'hémorragie mortelle de nos devises et de notre or.

Aucun de ces objectifs, nous l'avons vu, n'est hors d'atteinte, si la nation accepte d'accomplir l'effort nécessaire, dur sans doute, mais efficace, et raisonnablement possible.

Il n'est pas vrai, d'ailleurs, que cet effort national soit rendu plus difficile et plus incertain par le marché commun. Au contraire, c'est parce qu'il sera accompagné d'un pas décisif vers la coopération européenne qu'il doit nous permettre de trouver, à l'étranger, l'aide de relais, sans laquelle ne pourraient être honorées les échéances immédiates de nos paiements extérieurs, et devraient être prises des mesures d'une rigueur extrême, orientant notre économie vers une désastreuse autarcie.

#### ● Pour une reconversion matérielle et psychologique.

La vigueur de notre redressement, la confiance que nous aurons à inspirer à nos partenaires dépendent finalement de notre propre résolution. Mais celle-ci suppose une direction cohérente du pays, et une adhésion convaincue de l'opinion.

La première condition suppose l'existence d'un exécutif fort et

#### *Prendre le départ dans la compétition des Six.*

stable et une rigueur intellectuelle véritable chez nos gouvernants. La seconde, une information suffisante du grand public sur les problèmes économiques. A cet égard, l'ignorance des Français est stupéfiante, et se reflète jusqu'au Parlement. Or l'efficacité des techniques modernes de publicité est certaine. Pourquoi ne pas consacrer quelque effort à une information nationale, non partisane, sur les principales données indiscutables du redressement économique et financier ? D'autre part, en un moment où l'on parle beaucoup de démocratie économique, un rôle éminent doit incomber à cet égard aux grandes organisations professionnelles et syndicales. De même qu'industriels et agriculteurs devront acquiescer « l'état d'esprit exportateur », les centrales ouvrières auront à comprendre que leur « stratégie sociale » ne peut plus s'inscrire, comme ce fut le cas jusqu'à présent, dans une vision autarcique du destin économique français, parce que, pour notre pays, le goulot d'étranglement du progrès économique, et donc du progrès social, réside désormais dans l'insuffisance de notre capacité d'exporter.

Ainsi, les événements contraignent la France à une reconversion qui n'est pas seulement d'ordre matériel, mais aussi d'ordre psychologique. Mais d'autres faits, encore latents, annoncent une modification profonde de nos structures traditionnelles, qui facilitera cette reconversion si nous franchissons heureusement la traversée étroite qui se trouve immédiatement devant nous : les perspectives brillantes de notre avenir atomique et pétrolier ; le renouveau démographique qui commencera dans quelques années à faire sentir ses effets bénéfiques.

Notre crise est une crise de croissance, oui ; mais qui peut nous ouvrir une nouvelle ère de jeunesse. Dans cet espoir, qui lui est plus que jamais permis, notre pays doit puiser la force d'accepter l'austérité passagère, nécessaire pour traverser la passe difficile dans laquelle il est engagé.

*L'Afrique dans l'orbite américaine*

# Décidés à devancer l'U.R.S.S., les États-Unis définissent leur politique en Afrique

Folklore et prop...

PAR JEAN AUBRY.

LE long périple du vice-président Nixon à travers l'Afrique et, sur un plan moins officiel, mais non moins significatif, l'ouverture au Sénat américain, sur l'initiative du sénateur Kennedy, d'un débat sur la politique algérienne de la France, illustrent l'intérêt porté par les États-Unis aux problèmes africains. La prudence diplomatique des propos publiés du républicain contraste avec la forme parfois choquante revêtue par l'intervention du démocrate. A y regarder de plus près, il semble cependant que ces deux manifestations, apparemment si différentes et destinées chacune, au moins à titre accessoire, à servir l'un des grands partis contre l'autre, pourraient bien s'inspirer d'une même doctrine politique.

L'étude est rendue délicate par le fait qu'il n'existe à notre connaissance aucun exposé systématique et authentique d'une telle pensée. De nombreux indices dénotent toutefois l'intérêt croissant des Américains pour l'Afrique ; au point que, sous l'influence de facteurs récents, on peut estimer que, succédant à des manifestations isolées, suscitées par des personnalités ou des associations généralement peu responsables, et aux intrigues de certains intérêts privés, une doctrine politique élaborée est en train de prendre corps.

Il est superflu de souligner l'importance que sa connaissance présente pour les Français, quels que puissent être par ailleurs les réserves et mêmes les ressentiments que justifie parfois l'attitude de nos alliés d'outre-Atlantique.

## 1. DES FAITS QUI RÉVÈLENT UN INTÉRÊT CROISSANT

**De Stanley à Nkrumah.** — Longtemps les contacts des États-Unis avec le continent noir furent sporadiques et principalement d'ordre privé. Après le retentissant périple de Stanley, à l'époque à la fois si proche et si lointaine des premières explorations, la diplomatie américaine se désintéresse, à quelques exceptions près, plus commerciales que politiques,

de la conquête et du partage de l'Afrique réalisés par les Européens.

L'éditorialiste de *Life* rappelait, le 4 mai 1953, que la seule tentative américaine de colonisation, concernant le Libéria, reposait « sur un faux et égoïste espoir : celui de drainer le problème noir » des rivages des États-Unis. Encore, ajoutait-il, ce territoire fut-il négligé jusqu'aux premières plantations de caoutchouc et à la découverte de minerai de fer. Au-delà, l'expérience africaine de l'Américain s'est limitée à celle « d'adversaire de Rommel, de constructeur récent d'aéroports, de participant minoritaire au financement de mines diverses, d'unique acheteur de l'uranium du Congo et d'auxiliaire tardif, mais de plus en plus important du mouvement missionnaire européen ».

En réalité, ces relations, quoique sans commune mesure avec la présence européenne en Afrique, n'étaient pas négligeables. Elles devaient s'intensifier au lendemain de la guerre. Selon une source américaine bien informée, les investissements africains des États-Unis, évalués à 150 millions de dollars à la fin de la guerre, s'élèveraient maintenant à plus de 600 millions. Ces investissements sont encore faibles dans les territoires dépendant, ou ayant dépendu, de la France. Des grands projets prévus, un seul jusqu'à ce jour comporte une participation des États-Unis ; l'U.S.-Steel détient 49 % des actions de la Compagnie minière de l'Ogooué, chargée d'exploiter le très important gisement de manganèse de Franceville en A.-É. F. Les échanges extérieurs ont également augmenté, mais concernent surtout l'Union Sud-Africaine, le Congo Belge et, à un niveau très inférieur, l'Afrique occidentale britannique.

Le nombre des missionnaires américains, estimé à 5 000, est demeuré à peu près stable, cependant que des effectifs croissants d'étudiants africains se rendent aux États-Unis. Selon une statistique, forcément incomplète, de l'Institute of International Education (« Education for one world », mai



1954) les universités et instituts américains comptent 1 200 africains, principalement dans les secteurs suivants : sciences sociales, sciences naturelles et mathématiques, écoles d'ingénieurs, lettres, médecine. Les plus forts contingents viennent, dans l'ordre, de l'Égypte, du Nigeria, du Libéria, de l'Afrique du Sud, de la Côte-de-l'Or. De nombreuses personnalités marquantes en Afrique ont fait leurs études aux États-Unis, comme le Premier du Ghana, Kwame Nkrumah, ou le Premier Nnamdi Azikiwe du Nigeria.

**L'Afrique, plate-forme stratégique...** — Le rôle diplomatique, militaire et économique joué par les États-Unis dans le monde d'après guerre suffirait à expliquer l'attirance croissante des élites africaines pour les techniques et la civilisation de la première puissance mondiale. D'autres facteurs devaient jouer également, dont les effets allèrent bien au-delà d'une intensification des relations traditionnelles. Les Américains affrontés aux problèmes de la guerre froide ne pouvaient manquer de s'intéresser aux possibilités stratégiques du continent africain telles qu'elles s'étaient peu à peu révélées pendant les hostilités.

Dans un article consacré au voyage du vice-président Nixon, l'*U. S. News Report* (29 mars 1957) énumère les bases américaines existantes ou prévues. Selon certains experts, les cinq immenses bases du Maroc coûtent à elles seules près d'un milliard de dollars. Wheelus Field, en Libye, aux portes du Moyen-Orient, peut recevoir les bombardiers les plus gros et les plus modernes. Robert Field, au Libéria, assure la liaison avec l'Amérique dont elle est plus proche qu'aucun autre aérodrome africain. Des négociations ont été récemment engagées avec l'Éthiopie pour l'installation d'une base aéronavale qui commanderait les accès sud du canal de Suez et le golfe d'Akaba.

Or, depuis la fin de la guerre, l'Afrique, entrée dans la phase de décolonisation, est en pleine crise. Les événements

d'Égypte, la révolte Mau-Mau en Afrique Orientale, la guerre en Afrique du Nord défraient la chronique depuis plusieurs années. L'Union Sud-Africaine poursuit, avec un malaise croissant, sa politique désespérée d'« apartheid ». Dans l'Ouest africain, les territoires britanniques, plus riches et plus évolués que ceux de la France, ont avancé les premiers sur la voie de l'indépendance, à laquelle l'ex-Gold Coast vient de parvenir. L'Afrique Noire française, dont les élus sont appelés à participer, au Parlement et au Gouvernement, à la vie politique métropolitaine, amorce avec la loi-cadre une expérience, de modalités et de rythme différents, mais fondamentalement orientée dans la même direction.

Parallèlement, les États-Unis prennent progressivement conscience que, dans la compétition planétaire engagée avec l'U. R. S. S., le risque de subversion intérieure est plus grand pour les nations du monde libre que celui d'agression extérieure. Sans négliger les mesures de précautions militaires, il leur faut aussi lancer un vaste programme d'aide économique. Celui-ci s'applique d'abord à l'Europe occidentale, dont le potentiel de production a été ravagé par la guerre et qui doit au plus vite constituer le bastion central de résistance à la menace communiste. Les territoires africains dépendants bénéficient indirectement de cette assistance, dans la mesure où leurs ressources paraissent alors indispensables au rétablissement de l'équilibre des économies européennes.

**... et champ de bataille de la compétition idéologique des deux blocs.** — Mais, une fois dépassée la phase critique de reconstruction et déclenchée sa remarquable expansion, l'Europe cesse d'être le terrain d'élection de la rivalité Est-Ouest. Celle-ci, à la faveur de la crise de décolonisation déjà signalée et du décalage croissant entre les taux de progression économique des matières industrielles et des autres, tend à se déplacer vers les pays sous-développés. Les États-Unis, peu soucieux de laisser à l'U. R. S. S. la possibilité de se poser

en unique défenseur des nations prolétaires, réagissent vigou- reusement. Amérique du Sud, Asie du Sud-Est, Moyen- Orient plus récemment, accaparent d'abord l'attention de l'administration et de l'opinion américaines.

La sorte de tournée électorale accomplie par Boulganine et Khrouchtchev dans l'Inde fait sensation aux États-Unis et achève de les convaincre qu'il est urgent de prendre les devants. Les progrès de l'influence communiste au sein de l'Égypte de Nasser révèlent que l'Afrique, à son tour, peut être contaminée. Les Républicains, soucieux de ne pas subir en Afrique le désastre diplomatique essuyé naguère en Chine par les Démocrates, et accessoirement de s'attirer les faveurs électorales des milieux noirs américains, ne pouvaient demeurer inactifs.

La visite du vice-président Nixon, second personnage des États-Unis, à toutes les capitales des États africains indépendants — Égypte et Union Sud-Africaine exceptées — sa présence coïncidant à Accra avec la solennelle proclamation de l'indépendance du Ghana, vise à donner un témoignage spectaculaire de l'intérêt et de la sympathie avec lesquels l'Amérique appuie désormais les aspirations africaines. L'article déjà cité de l'*U. S. News and World Report* résume ainsi la signification de ce voyage : « L'Afrique est une autre région qui a besoin de l'aide U. S. » Et il rapporte de l'illustre voyageur ces propos dont le sens est parfaitement clair : « Il est important que les États-Unis et d'autres nations aident ces nations africaines à progresser. Si elles ne devaient pas saisir l'occasion de suivre le chemin du progrès dans la liberté et l'indépendance, le chant de sirène du totalitarisme posséderait une grande séduction... *L'Afrique est maintenant, et deviendra de plus en plus, un champ de bataille des forces idéologiques* ».

#### Mise en place des instruments d'une politique africaine.

— Une telle manifestation devait donner une impulsion décisive à des projets formulés depuis quelque temps déjà. M<sup>me</sup> Frances P. Bolton, membre à la Chambre des Représentants de la Sous-Commission « Proche-Orient et Afrique » de la Commission des Affaires Étrangères, établissait en 1956, à la suite d'une mission spéciale d'études en Afrique, un important rapport, faisant le point des relations américano-africaines et formulant des propositions pour leur amélioration.

Sur le plan diplomatique, l'honorable représentant recommandait la création au State Département d'une division spéciale pour l'Afrique, dirigée par un secrétaire d'État adjoint. En mars 1957, à l'époque du voyage Nixon, la création de ce poste a été effectivement demandée au Congrès par l'Administration. En outre, M<sup>me</sup> Bolton estimait nécessaire le recrutement d'un personnel spécialisé dont la carrière se déroulerait en Afrique. Le rapport, soucieux d'entrer dans tous les détails, n'omet pas de prévoir pour ces agents des bureaux et des habitations « simples, généralement en style américain, mais adéquats (non préfabriqués) » ! Toujours en mars dernier, a été annoncée l'ouverture immédiate ou très prochaine de sept nouveaux consulats, dont quatre dans les territoires dépendant de la France : Abidjan, Yaoundé, Tananarive (qui avait été fermé en 1953) et Brazzaville (rattaché jusqu'alors au consulat de Léopoldville). Nul doute qu'en dehors des diplomates (150 en 1955, 250 prévus pour 1958) un personnel d'économistes, de spécialistes des questions culturelles et autres ne vienne bientôt grossir les effectifs des postes d'Afrique.

Le vice-président Nixon a repris pratiquement à son compte, dans le rapport publié à son retour<sup>1</sup>, ces demandes de personnel et de crédits, ainsi que le développement des moyens d'information destinés à l'Afrique (bibliothèques, programmes de radio). Il invite également diplomates et syndicats américains à entretenir des relations étroites avec le mouvement

syndical africain libre. L'*U. S. News and World Report* du 29 mars 1947 cite d'ailleurs, avec une satisfaction évidente, les propos du ministre des Finances du Ghana, appréciant les Américains, « seuls blancs à ne pas craindre de se salir les mains quand il y a un travail à faire ».

Ainsi, se mettent peu à peu en place les instruments, qui faisaient partiellement défaut jusqu'à ce jour, d'une politique africaine. Quittant le domaine des faits pour celui des suppositions, il convient maintenant de tenter, pour notre gouverne, d'esquisser les grands thèmes autour desquels cette politique est susceptible de s'ordonner.

## II. LES PRINCIPES D'UNE POLITIQUE AMÉRICAINE EN AFRIQUE

**Une idéologie optimiste.** — Il est impossible que la partie confidentielle du rapport Nixon contienne une ébauche de doctrine sur la conduite à tenir en Afrique. A défaut, d'autres documents publics donnent quelques indications fragmentaires sur l'idéologie à laquelle ne peut manquer de se référer une telle politique et sur les implications qu'elle comporte vis-à-

A droite et à gauche, l'anticolonialisme

*L'équipe du "Chicago Tribune"*

J. Kenne

Égoïsme sacré

Électoratisme

vis des puissances européennes auxquelles demeure encore rattachée la plus grande partie de l'Afrique.

Le Japonais tire orgueil de la filiation solaire de son empereur. Avec autant de fierté, l'Américain retrouve, indissolublement liés aux origines de sa nation, la Bible des pèlerins du *Mayflower*, la philosophie du siècle des lumières et Washington secouant victorieusement le joug colonial. Il nourrit à cette triple source, aux frontières de la religion et du patriotisme, une foi puissante et indestructible en l'universalisme des valeurs d'indépendance et de liberté, l'égalité de tous les hommes et en l'unité profonde de leurs aspirations, au-delà de toutes les barrières politiques ou raciales.

Il peut avoir parfois le sentiment que son comportement n'a pas toujours correspondu à ce haut idéal et se demander par exemple, avec l'éditorialiste déjà cité de *Life*, « si Jefferson, avec la présence de Pygmées dans les Appalaches, se serait senti aussi assuré des droits universels de l'homme ». Il ne peut évidemment penser à l'Afrique sans évoquer le problème noir aux États-Unis. C'est vrai, à quatre ans de distance, du numéro spécial de *Life* et de la partie publiée du rapport Nixon. « Nous ne pouvons pas parler d'égalité aux peuples d'Afrique et d'Asie et pratiquer l'inégalité aux États-Unis. Dans l'intérêt de notre pays, aussi bien qu'au nom des questions morales qui sont en jeu, nous devons appuyer les mesures nécessaires qui permettront de progresser, dans l'ordre, vers la suppression de la discrimination aux U.S.A. »<sup>1</sup>.

La véritable solution consiste toujours à conformer son attitude à ses « meilleures lumières »<sup>2</sup>, en Amérique, bien sûr, mais aussi dans cette Afrique où il est si dur, « pour les idées comme pour les hommes »<sup>2</sup>, de survivre.

**Des Américains bien tranquilles.** — C'est le thème que développe le président de l'Université Lincoln<sup>3</sup>. « Les Africains sont un peuple, ils sont des hommes naturels, ils ont des droits naturels, ils sont doués par leur Créateur de certains droits inaliénables. Bien que ce ne soit pas le 4 juillet, ni le jour de la Bastille, j'ai plaisir à évoquer les nombreux rebelles africains qui sont sortis de l'université de Lincoln; c'est-à-dire les hommes qui ont combattu contre le colonialisme, dans la grande tradition de Locke, et Hume, et Voltaire, et Condorcet, et Franklin, et Jefferson ».

L'Administration agit sur ce point en communion de pensée avec l'Université. George V. Allen, secrétaire d'État adjoint pour les Affaires proche-orientales, sud-asiatiques et africaines, rappelle en juillet 1956<sup>4</sup> que « les relations entre peuples de différentes races vivant ensemble au sein d'États multi-

américain a de multiples visages.

Babitt at home

### Se laisser impliquer dans les affaires des autres ?

sortes de fanatiques, frais émoulus de l'Université, chargés de représenter les États-Unis dans les pays en quête de leur indépendance. Bien qu'il s'agisse, en ce roman, de l'Indochine, la profondeur insoupçonnée de la blessure ressentie par les Américains à la lecture de ce livre est pour notre propos assez révélatrice.

**Une diplomatie balancée et des silences significatifs.** — Il appartient à la diplomatie américaine d'atténuer les heurts qu'une telle idéologie ne peut manquer de provoquer avec les puissances coloniales européennes, sans toutefois porter atteinte au crédit qu'elle devrait valoir aux États-Unis parmi les nations afro-asiatiques.

Cette difficile conciliation explique certaines attitudes subtiles ou embarrassées, et le balancement étudié des propos officiels, dont les mises au point de Foster Dulles et du président Eisenhower à propos du discours Kennedy viennent encore de donner un significatif exemple.

George V. Allen, dans son article déjà cité des *Annales*, se tire élégamment de la difficulté. Après le soutien de principe accordé au désir d'indépendance des Africains, il s'empresse d'ajouter : « Nous sommes aussi les amis et les alliés des puissances qui doivent aider à façonner ce nouveau statut. Ceci nous place dans une position à partir de laquelle nous espérons et croyons pouvoir exercer notre influence à faire de la transformation de l'Afrique un processus d'évolution méthodique et non de révolution violente »<sup>5</sup>.

Dans la revue *Foreign Affairs*<sup>6</sup>, Vernon Nekay se félicite de la récente proposition des États-Unis d'établir des objectifs intermédiaires et des dates pour l'avancement politique des territoires sous tutelle. Cette initiative « soulèvera des protestations irritées de nos alliés européens, mais aidera à rétablir notre position indépendante sans réellement porter dommage à leurs légitimes intérêts ». L'auteur souligne la nécessité d'accroître encore « l'indépendance et la flexibilité de la politique américaine en vue de l'adapter aux surprises futures ».

Le vice-président Nixon ne s'est pas exprimé autrement dans son rapport : « Ces pays (d'Afrique) savent... que la pierre angulaire de notre politique étrangère consiste à aider les pays à résister à la domination des autres. Ils comprennent

Irving Brown

Mrs. Roosevelt

### Solidarité universelle

### Idéologie

raciaux » soulèvent des difficultés qui ne peuvent être surmontées que progressivement. « Le principe auquel se tiennent les États-Unis, et qui est parfaitement connu à travers le monde, est parfaitement clair : il est incorporé à notre Constitution et à notre Bill des Droits. Mais, il est également clair que l'utilisation de la force ou de l'agression ne peut qu'exacerber l'issue (de ces conflits)... A cause de nos origines et de nos traditions, nous sommes fondamentalement en sympathie avec l'aspiration des États en train de naître à l'indépendance et à une nationalité. »

Il ne s'agit plus de conviction politique, mais de foi pure et simple. Devant les Américains — et singulièrement devant leur presse, — comme le numéro plusieurs fois cité de *Life* le montre à diverses reprises — ni le juridisme des Français attachés à des statuts jugés périmés, ni l'empirisme désabusé des Britanniques n'ont la moindre chance de trouver grâce. *Life* se scandalise du conseil « Pas de vues à long terme! pas de zèle! » donné aux agents du Colonial Office. Et il n'apprécie nullement l'humour de ce fonctionnaire britannique emprisonnant les sorciers faiseurs de pluie, non parce qu'ils tiraient argent de leur fallacieux pouvoir, mais parce que leurs prix étaient trop élevés! « On ne montre pas de respect pour l'Africain en faisant semblant de croire à ses faiseurs de pluie »<sup>2</sup>.

Les Anglais ont durement répliqué avec *Un Américain bien tranquille*, de Graham Greene, satire amère et désenchantée du zèle, criminel à force de naïveté et d'ignorance, de ces

que les États-Unis sont fidèles à ce principe, et que c'est notamment le motif qui nous a conduits à agir comme nous l'avons fait lors de la récente crise de Suez. Ils approuvent la position que nous avons prise à ce moment et ont confiance que nous agirons dans l'avenir selon ce même principe... Ils savent que les États-Unis sont partisans de l'évolution des pays dépendants vers le self-government et l'indépendance, à mesure qu'ils deviennent capables de s'acquitter des charges que cela implique. »

Puis, mentionnant les liens étroits existant entre les États européens et certains États africains indépendants, il ajoute en des phrases minutieusement rédigées : « Il faut que nous encourageons le maintien de ces liens particuliers lorsque les États intéressés les considèrent comme mutuellement avantageux. Il faut que nous en tenions compte en formulant notre politique dans la mesure où ce sera compatible avec la nécessité fondamentale qui consiste à conduire nos propres relations avec ces pays sur la base de l'égalité et de l'indépendance totales ». De tels propos visent à n'en pas douter le Ghana aussi bien que la Tunisie et le Maroc, mais certainement pas les territoires dépendants comme le Kenya, l'A.-O. F. ou l'Algérie. Il est donc clair, *a contrario*, que les États-Unis « n'encouragent pas le maintien des liens particuliers de ces territoires avec leurs métropoles européennes ». Les silences du vice-président Nixon sont significatifs.

Il est de bonne guerre électorale que le sénateur Kennedy, étoile montante du parti démocrate, ait cherché un peu plus tard à faire perdre à l'Administration républicaine une part du prestige que pouvait lui valoir la définition d'une doctrine Nixon à l'usage de l'Afrique, symétrique de la doctrine Eisenhower pour le Moyen-Orient. La guerre d'Algérie offrait à cet égard un moyen facile d'embarrasser Foster Dulles en le convainquant de s'être départi, vis-à-vis de cet épineux problème, de la ligne politique appliquée ailleurs et si favorable au prestige des États-Unis auprès des pays sous-développés et au sein des Nations Unies.

\*\*\*

**L'Afrique entre dans le champ des préoccupations américaines.** — Le propos essentiel de cette brève étude étant d'appeler l'attention sur une donnée non négligeable de la situation diplomatique internationale : les Américains considèrent désormais que l'Afrique, à son tour, entre dans le champ de leurs responsabilités mondiales et s'apprentent à y pratiquer une politique aussi active que dans les autres parties du monde.

Il serait encore prématuré de porter un jugement de valeur sur une doctrine en cours d'élaboration et d'apprécier l'efficacité d'une action qui commence à peine. Ce qu'on en connaît à l'heure actuelle, et les premiers résultats des politiques analogues sur d'autres continents, révèlent sans doute quelques faiblesses.

La philosophie du système demeure sans doute optimiste à l'excès, non pas lorsqu'elle affirme la primauté des valeurs spirituelles et leur universalisme, mais lorsqu'elle surestime la puissance et la rapidité de contagion des idées abstraites.

Cette illusion ne peut manquer de réserver quelques mécomptes dans la confrontation avec le marxisme, trop exclusivement préoccupé, à l'inverse, de rechercher et d'utiliser, parmi la diversité des structures sociologiques, les forces, les tensions et les passions sociales les plus dynamiques. En outre, le manichéisme un peu sommaire de l'idéologie politique des États-Unis risque, en permanence, d'imprimer à leur diplomatie une rigidité qui dessert leur influence sur les pays neutres, ou simplement peu soucieux de se « marquer » prématurément. Il s'accompagne parfois d'une certaine ten-

dance, dont le danger ne saurait être sous-estimé, à confondre le spirituel et le temporel.

Au reste, les réalisations demeurent souvent assez éloignées de l'idéal, les régimes ici ou là soutenus — quand ils n'ont pas été installés — par les États-Unis ne sont pas toujours des modèles d'indépendance ou de démocratie. Ils ne risquent guère de ce fait d'exercer beaucoup de séduction sur les peuples de l'autre côté du rideau de fer. A vrai dire, leur survie n'est assurée que grâce à l'aide technique, économique et militaire de leur puissant parrain.

**L'Amérique entend cependant limiter ses engagements.** — Le leadership américain, quels que soient ses motifs idéalistes, comporte de ce fait des servitudes matérielles assez analogues à celles des anciens empires. Le Congrès, d'ailleurs, s'effraie depuis quelques temps déjà de l'ampleur démesurée des engagements militaires et financiers des États-Unis à travers le monde.

C'est que l'homme américain, au fond de lui-même, demeure tourmenté par une constante contradiction. Depuis la seconde guerre mondiale, il a définitivement perdu l'illusion que son pays pouvait continuer à vivre isolé du reste du monde. Au reste, sa foi dans la valeur universelle des principes inscrits dans sa Constitution, la conviction qu'il a une mission à remplir, lui font accepter, non sans une fierté grave, le rôle de leader du monde occidental. Mais dans le même temps il ne peut oublier qu'il descend de ces émigrés qui quittèrent le Vieux Monde pour fuir les persécutions religieuses ou politiques, la misère, l'absence de liberté, et mirent 6 000 kilomètres d'eau entre ce qu'ils abandonnaient et leur nouvelle patrie, pour répudier définitivement le passé et se refaire une existence neuve. Et voilà que toutes les querelles et tous les problèmes du monde viennent maintenant à sa rencontre ! Aussi ne peut-il s'empêcher, devant l'ampleur croissante des obligations contractées aujourd'hui par l'Amérique à l'extérieur, de songer à l'avertissement posthume de Washington : « Ne vous laissez pas impliquer dans les affaires des autres continents. »

Si les plus anciennes parties prenantes de l'aide américaine, telle l'Europe, risquent de voir leurs nouvelles demandes accueillies sans enthousiasme, il est probable aussi que l'Afrique, dernière venue, verra les siennes sérieusement discutées. Les territoires dépendant de la France, qui sont parmi les plus pauvres, ne peuvent guère escompter que les États-Unis puissent prendre un jour, à beaucoup près, le relais total des dépenses et des investissements actuellement assumés par leur métropole.

Il n'y a donc lieu a priori ni de s'effrayer ni de s'irriter des suites prévisibles du voyage Nixon. La France conserve des atouts dans son jeu et peut encore tenir honorablement sa partie dans le concert mondial.

Pourvu toutefois que l'aggravation de la situation en Afrique du Nord, conséquence de l'immobilisme, et les risques de contagion qu'elle fait naître, ne détruisent pas à l'avance les possibilités, qui demeurent grandes, d'une coopération constructive en vue de maintenir à l'écart du désordre et de la violence une évolution inévitable et irréversible.

1. *New York Times* du 7 avril 1957.
2. *Life* du 4 mai 1953.
3. Haines C. GRAVES, *Africa Today* (1955).
4. « La politique étrangère des États-Unis en Afrique », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, juillet 1956.
5. « Trop lent ou trop rapide ? La transformation politique dans les territoires sous tutelle », janvier 1957.
6. *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, juillet 1956.
7. *New York Times*, 7 avril 1957.

## Le souvenir de Gilbert Dru

PAR HENRI BOURBON

S'IL est vrai que le visage et le cœur d'une nation, c'est le visage et le cœur de la Jeunesse, Gilbert Dru et Guy Mocquet, « celui qui croyait au ciel, celui qui n'y croyait pas », ont été le visage et le cœur de la France douloureuse et résistante. Tout était pur alors... nous avions contre nous les sages, les puissants et la loi, nous avions raison. Le temps du courage et de la fraternité a passé, celui des prudences, des habiletés et des jeux parlementaires est venu ou plus exactement revenu. Pour quelques-uns toutefois le temps de Gilbert Dru n'est pas oublié; qu'ils collaborent à *Esprit*, à *Témoignage Chrétien* ou à *France-Forum*, qu'ils militent au Mouvement Républicain Populaire, à la Jeune République ou au Mouvement de Libération du Peuple, ils ont conservé le souvenir de l'ami qui est allé jusqu'au bout de son témoignage.

Dans une présentation (ô ironie) du dernier livre de Céline, Roger Nimier déplorant la bassesse avec laquelle la Résistance est attaquée en 1957 remarque très justement : « Parce que leurs écrivains officiels furent insuffisants, des milliers de héros sont aujourd'hui mal connus des jeunes Français. Ils ne portaient pas d'uniforme et on les a habillés de mots ridicules. » Gilbert Dru et Guy Mocquet ont été habillés du magnifique poème « La Rose et le Réséda » qu'Aragon leur dédia; à cause de cela, peut-être survivront-ils dans la mémoire des jeunes générations.

Gilbert Dru fut arrêté le 17 juillet 1944 à Lyon avec son camarade Francis Chirat, militant ouvrier; la Gestapo découvrit sur eux des papiers révélant une activité antinazie. On voulut les faire « parler », en vain. Ce fut la détention au fort Montluc. Dans la nuit du 26 au 27 juillet, une bombe explosa dans un restaurant de la place Bellecour fréquenté par les Allemands. Le 27 juillet à midi arriva sur cette place un camion contenant cinq otages. Parmi eux Dru, Chirat le jociste, et aussi un militant communiste. Au fur et à mesure qu'ils descendirent du camion les nazis les abattirent. Jusqu'à 16 heures, les cinq cadavres, les cinq martyrs, restèrent exposés au cœur même de la grande cité lyonnaise. Gilbert Dru avait vingt-quatre ans. Quelques semaines après, Paris, Lyon étaient libérés.

*Et leur sang rouge ruisselle — Même couleur, même éclat — Celui qui croyait au ciel — Celui qui n'y croyait pas — Il coule, il coule et se mêle — A la terre qu'il aime — Pour qu'à la saison nouvelle — Mûrisse un raisin muscat.*

Gilbert Dru avait été l'animateur avec Mandouze et Domenach des *Cahiers de Notre Jeunesse*. Fondateur des Équipes Chrétiennes de la Résistance de Lyon, il fut l'un des responsables du *Témoignage Chrétien* clandestin, et il influença de façon déterminante les travaux qui aboutirent à la création du M. R. P.

Le manifeste rédigé par lui en 1943, sous le titre *Introduction à une action politique des jeunes Français*

exprimait, dans un style dont la parfaite tenue littéraire s'alliait à une pensée généreuse et ouverte, les exigences de l'action rénovatrice à laquelle il rêvait :

« Nous voulons faire neuf, sain, efficace.

» Notre force, c'est celle-là même de notre âge, de notre jeunesse, c'est la possibilité, la promesse que nous apportons des ruptures nécessaires...

» A nos aînés, nous avons à faire comprendre que nos chances sont liées, que nous avons besoin d'eux pour agir, mais qu'en retour nous leur apportons l'occasion de se retrouver avec nous sur un terrain neuf, de surmonter leurs déceptions passées, de se tourner avec nous vers un avenir qui est nôtre. »

Propos qui évoquent ceux de Charles Péguy auquel Gilbert Dru réservait, parmi ses admirations, une place privilégiée : « Une révolution est de l'ordre de la jeunesse, de l'enfance même, et de ce qu'il y a de plus rare et de plus précieux quand on a le bonheur de pouvoir en trouver dans ce monde : la fraîcheur. »

Si l'élan révolutionnaire de la Libération s'est si tôt brisé, si l'histoire de ces douze dernières années est celle d'une grande espérance déçue, n'est-ce pas que très vite s'est creusé un fossé entre la jeunesse et le régime actuel, témoignant d'un inquiétant état de crise dont tous les partis portent à des degrés divers la responsabilité et dont aucun ne peut se désintéresser ?

N'est-ce pas aussi parce que ceux qui s'étaient un instant rassemblés autour des idées exprimées dans le manifeste de Gilbert Dru, n'avaient pas suffisamment approfondi entre eux les conditions d'une insertion de fait de leur volonté révolutionnaire dans la réalité politique française du milieu du xx<sup>e</sup> siècle, et que les difficultés rencontrées par la suite ont provoqué chez eux, malgré l'identité de leur inspiration, des réactions différentes, voire opposées ?

« Des martyrs, comme Dru, écrit Domenach à juste titre, ne peuvent être monopolisés par aucun parti : bien au contraire, ils commandent et jugent les partis, et ils demeurent les critères irrévocables d'une fidélité. »

Mais cette fidélité, héritage de la Résistance, n'atteste-t-elle pas l'existence, chez des hommes aujourd'hui séparés, de quelque chose qui dépasse la politique et dont la politique est malheureusement une expression trop souvent dégradée ?

L'idéal qui a commandé les choix de Gilbert Dru n'est pas à la médiocre mesure d'une République qui a trop vite oublié de quels espoirs et de quels sacrifices elle était née. Mais si attristante que soit la distance qui sépare ce dont nous avons rêvé de ce qui existe, nous ne sommes pas encore désabusés et meurtris au point de renoncer aux objectifs pensés et définis par Dru.

## T. C. — M. R. P. : «

PARTICIPANTS T. C. : GEORGES MONTARON, GEORGES SUFFERT, ROBERT DE MONTVALLON

E. BORNE : Abrégeons les précautions et les politesses et allons droit au nœud de nos difficultés. *France-Forum*, parce qu'il a pris à l'égard du M. R. P. une attitude positive, a été accueilli par *Témoignage Chrétien* avec une certaine fraîcheur. La nouvelle gauche chrétienne, dans laquelle l'opinion a coutume de ranger T. C., fait profession de désespérer du M. R. P. et a coutume de le rejeter aux ténèbres extérieures; un militant républicain populaire n'entre pas toujours dans les raisons de cette agressivité systématique.

G. SUFFERT : Lorsque Jacques Soustelle dénonce T. C. comme l'un des quatre grands du défaitisme et de la trahison, il nous est difficile d'être surpris et atteints; mais lorsque le seul nom de T. C. fait gronder un congrès M. R. P., est-ce T. C. qui juge le M. R. P. ou est-ce le M. R. P. qui se juge lui-même ?

R. DE MONTVALLON : Dans son premier éditorial, *France-Forum* s'en prenait « à la superbe et incontestable morale des moralistes » : La flèche manquait la cible. Nous ne sommes pas des moralistes abstraits. Nous portons des jugements politiques; nous avons fait des choix politiques. Le M. R. P. n'a jamais voulu comprendre que des chrétiens puissent se séparer de lui pour des raisons politiques.

H. BOURBON : Droit élémentaire qu'il ne s'agit pas de mettre en question. Il m'est arrivé de reprocher au M. R. P. un singulier manque de rigueur et dans l'ordre politique même. Cependant, la critique dont le M. R. P. est l'objet à T. C. ne fait pas penser à une exigence, mais à un système; on devine une certaine joie à prendre le M. R. P. en faute.

### Analyser, sans polémique, la substance de notre dissentiment...

G. MONTARON : Vous êtes formidables, comme dirait Sartre ! Vous désirez absolument établir entre le M. R. P. et nous des rapports de type particulier. Mais T. C. est tout simplement indépendant des partis politiques, du M. R. P. comme de tous les autres; pourquoi réclamer pour le M. R. P. un traitement de faveur ? Nous considérons le M. R. P., la S. F. I. O. ou le parti radical du même œil objectif, et nous reconnaissons le vrai et le juste partout où ils se trouvent, même d'aventure au M. R. P., lorsque par exemple le M. R. P. prend ses distances à l'égard de M. Bourguès-Maunoury.

E. BORNE : Cette objectivité, si elle existe, pose un sérieux problème; car les origines de T. C. et celles du M. R. P. se confondent. A remonter vers le passé et les principes, bon gré, mal gré, T. C. et le M. R. P. se rencontrent. Il faudrait, pour nous traiter « objectivement » les uns et les autres, abolir toute une mémoire...

G. SUFFERT : Le terme « objectivité » n'est sans doute pas bon. Nous ne jugeons pas du point de vue de Sirius. Nous essayons de déterminer dans l'événement politique ce qui est ouverture vers l'avenir ou rétractation. Quel avenir, direz-vous ? Eh bien, ce n'est pas très difficile. On a honte de dire de telles banalités. Mais le monde qui nous paraît possible et souhaitable est un univers qui aura résolu trois problèmes : celui de la décolonisation, celui du travail et celui de la place

de la France. Dans le peu d'années qui viennent, tout peut être perdu ou gagné.

E. BORNE : D'accord, vous confirmez en termes excellents ce que j'avançais. Dès qu'il s'agit de nous expliquer en profondeur, d'aller aux sources, de définir des idées maîtresses, non seulement nos pensées coïncident, mais nous sommes condamnés à user d'un même langage. C'est sur un fond d'accord fondamental qu'apparaissent nos désaccords; telle est sans doute la raison pour laquelle ils ressortent davantage. Mais j'y reviendrai tout à l'heure. Pour le moment, puisque nous avons fait avec Montaron vœu d'objectivité, pouvons-nous nous aider les uns les autres à analyser, sans polémique, ce qui fait la substance du dissentiment ?

J. FONTANET : Je hasarde une hypothèse de travail : T. C. juge de la politique suivant un idéal très haut et très noble dont il est clair qu'il oblige les consciences. Tout ce que vient de dire Suffert sur les exigences d'un humanisme du travail ou sur la nécessité d'une promotion des peuples par la décolonisation exprime la pensée de fond d'un militant républicain populaire. Mais à T. C. vous faites de la politique sans en connaître les servitudes. Vous n'êtes pas véritablement engagés, ou plutôt votre engagement est celui du jugement d'avantage que celui de l'action. Mais Montaron donne des signes d'impatience...

G. MONTARON : Il faut bien vous arrêter, puisque vous prenez la mauvaise route. T. C. assume la responsabilité de ce qui est, au sens plein et fort du mot, une action. Contester tel courant politique, en appuyer ou en susciter un autre, c'est être présent à la politique et d'une présence souvent plus efficace que celle qui consiste à se laisser prendre dans les tactiques médiocres du jeu parlementaire.

### Entre un journaliste et un homme politique y a-t-il une différence de situation ?

J. FONTANET : J'entends bien. Vous êtes une force réelle. Il vous est arrivé par exemple de donner un coup de main, pas absolument inutile, au *Front Républicain*.

R. DE MONTVALLON : Sans aucune sorte d'inféodation. Tout simplement parce qu'il y avait à ce moment accord entre notre attitude de toujours et les positions électorales du *Front Républicain*. Nous n'avons jamais aliéné notre liberté de critique. La suite l'a assez prouvé.

G. SUFFERT : Dès le 6 février 1956 et la capitulation algérienne du Président du Conseil, nous avons rompu. Dès ce moment, ce ne sont pas les hommes du M. R. P., c'est M. Guy Mollet que nous avons traité avec rigueur.

J. FONTANET : Voilà qui me permet de renouer et de poursuivre mon propos. Vous êtes engagés, mais il vous est permis de vous dégager avec autant d'aisance que d'élégance. Les actes de ceux que vous avez aidé à mettre en place ne vous suivent pas et ne vous pèsent pas. Vous pouvez à chaque instant maintenir la totalité de l'exigence, tout simplement parce que vous êtes une équipe de journalistes et non pas un parti, qui est bien forcé de composer avec les autres pour

# « Cartes sur table »

PARTICIPANTS « FRANCE-FORUM » : ÉTIENNE BORNE, HENRI BOURBON, JOSEPH FONTANET

toujours n'aboutir que partiellement. Il est facile de dénoncer la médiocrité du jeu parlementaire et sur ce point le récent parlementaire que je suis pourrait renchérir sur vos sévérités. Mais notre démocratie est une démocratie parlementaire, et les problèmes de majorité se posent en termes de compromis.

## Les intentions, les actes et les conséquences de ces actes.

R. DE MONTVALLON : Nous n'avons jamais donné dans l'anti-parlementarisme systématique; nous savons fort bien où cela conduit et nous ne sommes pas assez simples pour ignorer le rôle du compromis en politique. Mais je vous renvoie la flèche. Le M. R. P. ne tombe-t-il pas dans le « parlementarisme systématique » ? N'importe quel compromis ne fait pas une bonne politique. Ce qui donne un sens au compromis, c'est le but qu'il permet d'atteindre. Nous ne vous reprochons pas d'atteindre vos buts partiellement, comme dit Fontanet. Nous constatons que le M. R. P. a atteint le plus souvent des buts qui ne sont pas les nôtres.

J. FONTANET : Pourtant le communisme écarté du pouvoir, l'entreprise néo-gaulliste avortée, la politique économique de la République devenue plus sociale et plus familiale, la construction européenne commencée, autant de résultats obtenus souvent par le compromis et qu'il vous serait difficile de porter au passif du M. R. P. Tout résultat est toujours un demi-succès ou un demi-échec, deux langages pour dire la même chose. Et transformer les demi-échecs en trahison totale n'est qu'une facilité polémique.

Mais je voudrais vous faire remarquer combien votre réponse illustre mon propos de tout à l'heure. Vous ne pouvez pas exiger qu'on vous juge sur vos intentions et vous faire un dur devoir de juger autrui sur ses actes et les conséquences de ses actes. Contribuer à faire échouer la C. E. D., c'est assumer la responsabilité d'une Wehrmacht, aider au succès du Front Républicain, c'est avoir mis aux affaires Guy Mollet, Ramadier, Lacoste, une trinité dont vous n'avez pas su prévoir qu'elle n'aurait pas tout pour vous plaire. Le « Nous n'avons pas voulu cela » est un alibi moral dont vous n'avez pas tort de refuser le bénéfice à un parti politique; mais est-ce que votre métier de journalistes vous autorise à user de cette commodité ?

H. BOURBON : Ni Fontanet ni Montvallou ne m'ont vaincu de la valeur du compromis. A cette médiocre dialectique, je préfère la netteté de l'action dans la clarté de la doctrine. Par exemple l'Union Nationale, oui; mais non, sous ce pavillon, je ne sais quelle coalition de confusion. En ce qui concerne le M. R. P., Fontanet plaide bien, mais il est réduit à plaider. Le M. R. P., parlementairement considéré, est à la fois trop à l'aise et très mal à l'aise dans nos institutions parlementaires; on lui souhaiterait à la fois plus de réalisme et plus de vigueur révolutionnaire dans les idées et dans les actes.

E. BORNE : Il y avait pourtant quelque vérité dans l'explication donnée par Fontanet. Entre un journaliste de T. C. et

un militant du M. R. P. la différence de situation explique certains désaccords. Les choses iraient mieux si un journal était capable de comprendre un parti et un parti était capable de comprendre un journal. Je dois avoir lu dans le récent dossier consacré au T. C. par les *Informations Catholiques* ce vœu naturellement irénique. Mais l'explication est d'un optimisme un peu trop sollicité pour être entièrement valable.

R. DE MONTVALLON : Un journal et un parti ont des situations différentes. Remarquer cette évidence n'autorise pas à les renvoyer dos à dos. Le journaliste pourrait avoir la meilleure part et prendre la liberté d'écrire *à temps* sur Suez ou les tortures en Algérie des vérités que la discipline de parti interdit à des parlementaires non pas de penser, mais de dire tout haut. Mais il n'est pas facile de démontrer que la discipline de parti ait raison, surtout quand la nation est séparée du pouvoir par le silence et le mensonge qui faussent les règles du jeu démocratique. Ne m'opposez pas la fameuse irresponsabilité du journaliste : les lecteurs d'une part et les gouvernements de l'autre se chargeraient de la lui faire oublier, s'il était tenté d'y croire.

E. BORNE : La responsabilité est certes la même pour tous ceux qui participent à la vie publique. Et ce que vous appelez d'un mot polémique « discipline de parti » pourrait être en vérité un sentiment aigu et peut-être excessif de cette responsabilité; ce n'est pas un parti qui a été engagé en Égypte ou qui l'est en Algérie, c'est la France, et contre des adversaires qui n'ont pas les mêmes scrupules que nous, qui ne font que de la politique, alors que nous sommes condamnés, vous et nous, journalistes ou militants de parti, à faire de la politique sans oublier la morale.

## Une querelle de famille ?

En vérité, nous avons les mêmes cas de conscience. C'est que psychologiquement, physiologiquement, nous sommes les mêmes hommes. Je m'excuse de revenir avec obstination au centre de notre propos : les divergences les plus profondes entre nous me paraissent venir, paradoxalement, de nos similitudes. Ne criez pas ici au « confessionnalisme ». Je ne pense nullement à l'inspiration chrétienne en général — car il y a, et fort heureusement pour la richesse du genre en espèces, d'autres types de chrétiens que vous et nous. Je veux dire que si nous nous irritons si fort les uns les autres, c'est que nous sommes trop proches. Du dehors on a le sentiment d'une querelle de famille...

R. DE MONTVALLON : J'attendais l'inévitable mot. Il faut être brutal : vous nous faites le coup de la famille spirituelle. Ce langage date; il sent son époque maintenant révolue. Et puisque vous parlez type d'homme, je dirai que nous sommes peut-être d'une autre espèce, d'un autre tempérament. Il y a certes, au M. R. P., des hommes qui, physiologiquement, sont de droite traditionnelle ou radicale; ceux là hantent les sommets et ils sont peut-être trop visibles. Mais je pense au démocrate chrétien de type classique qui est généralement un

militant de base. Le fait est qu'il se pense différemment de ce que ses actes le font. Par exemple, il se pense sincèrement anti-colonialiste et préparant des majorités de progrès, mais ses actes sont autres. A quoi cela tient-il? Sentimentalisme, manque de jugement politique, habitude de vivre en milieu clos? Est-il prisonnier d'un corps électoral modéré? On a parfois l'impression que ce démocrate chrétien ne s'est pas encore remis de l'émerveillement que lui a causé la victoire: « Nos idées sont au pouvoir. » Le père Combes est mort et les chrétiens ont reconquis droit de cité. Peut-être. Mais les victoires d'hier ne donnent pas la clef des problèmes d'aujourd'hui.

E. BORNE: Je crois être un passable exemplaire du militant M. R. P. de base et du démocrate chrétien moyen et je ne me reconnais guère dans ce rapide crayon que Montvallou vient d'enlever avec plus de brio que d'exactitude. Votre art, cher ami, est plus abstrait que figuratif. « Émerveillement »? non, mais accablement sous le poids de problèmes impossibles. « Milieu clos »? non puisque je me trouve et avec allégresse parmi de sympathiques contradicteurs. « Sentimental »? peut-être, mais croire que le cœur et la conscience font une même exigence ou une même intuition, cette faiblesse pourrait bien être un héritage de famille, même chez ceux qui s'appliquent à le dissimuler. Qu'il y ait une distance entre les actes et les intentions, c'est le sort commun — mais avancer, qu'en ce qui nous concerne, l'acte soit systématiquement autre que l'intention, c'est barbouiller une figure pour un jeu de massacre. Le jeu est plus plaisant que sérieux. Mais Suffert brûle d'approuver Montvallou.

#### Idéalisme, réalisme, empirisme...

G. SUFFERT: J'ajouterai seulement un point: l'abus de la phraséologie humanitaire dans tous les partis français aboutissant à la politique qu'on sait, a provoqué, dans ce qu'on peut appeler une génération — bien que le terme soit équivoque — une méfiance générale pour les mots et un goût assez prononcé des réalisations effectives. Du même coup, on nous traite de réalistes parce que nous préférons les analyses exactes aux idées vagues, parce que nous pensons que l'économique est moins hypocrite que le social; si j'affirme, par exemple, que le M. R. P. est un parti de centre droit, vous risquez de considérer ce simple et clair jugement politique comme une insulte parce que vous donnez à la gauche un privilège sentimental. Ce n'est pas notre cas: l'important n'est pas d'être au centre droit ou au centre gauche, c'est de savoir quelle politique on fait ici ou là. Je préfère Edgar Faure soutenant Grandval au Maroc à Mollet soutenant Lacoste en Algérie.

H. BOURBON: Ce réalisme, cette horreur du verbalisme sentimental sont la caractéristique d'une nouvelle génération; mais on les trouve partout, même chez des parlementaires M. R. P., puisque je vois Fontanet qui fait un geste d'assentiment. Il reste que ce penchant pour le réalisme risque d'être équivoque et que, sur ce point, T. C. aura fort à faire pour éduquer son public. Un certain réalisme mène soit au marxisme, soit au maurrassisme.

G. MONTARON: Je peux apporter mon témoignage personnel. C'est parce qu'il a été incapable de passer du social à l'économique que j'ai quitté le M. R. P. en 1947-1948 au moment où il prenait une attitude négative à l'égard des grandes grèves ouvrières.

J. FONTANET: La révolution qui a été alors interrompue n'aurait été ni la vôtre ni la nôtre. Et le M. R. P. s'est aussi bien défini à ce moment par un autre refus, celui qu'il a opposé au néo-gaullisme.

Dans ce qu'a dit Montvallou, et qui est la pointe la plus

aiguë de votre réquisitoire commun, je retiens une leçon de modestie et j'accepte très volontiers que nous n'ayons pas trouvé « la clef des problèmes d'aujourd'hui », c'est-à-dire le moyen de faire passer dans les faits notre plus profonde volonté et de mettre ainsi d'accord l'acte avec l'intention. Mais cette clef doit être bien cachée, puisque d'autres qui l'ont cherchée du côté du mendésisme et des nouvelles gauches, n'ont pu non plus ouvrir la porte et restent dehors, réduits à condamner et à exiger.

E. BORNE: Faudrait-il conclure que le siège de T. C. est fait et qu'à vos yeux le M. R. P. est passé et dépassé? Vous êtes, me semble-t-il, constamment sur le chemin de cette pensée sans jamais aller jusqu'à l'extrême conclusion. Les raisons que je viens d'entendre en dernier lieu, je ne sais pas si elles sont suffisantes pour justifier une exécution capitale, mais au moins je suis sûr qu'elles ne sont pas neuves. Elles servaient beaucoup déjà pour disqualifier les hommes de notre esprit (oui, je parlerai ce langage irritant) il y a quelques vingt-cinq ans; nous étions déjà par idéalisme et « sentimentalisme » sans prise sur le réel et incapables d'entrer dans un monde dur. La Résistance a permis peu après de faire le départ entre les idéalistes et les réalistes.

G. SUFFERT: Allons bon! voilà Maurras qui montre le bout du nez; parce que nous disons que le M. R. P. ne réalise pas la politique qu'il désire, nous sommes des réalistes durs et cyniques hantés par l'ombre du Provençal défunt. Soyons sérieux: il y a réalisme et réalisme; l'un constitue le plus haut degré de l'abstraction, et c'est celui de Maurras ou des communistes dans neuf cas sur dix. L'autre, en politique, recouvre tant bien que mal une espèce d'empirisme qui consiste à limiter les objectifs aux moyens dont on dispose en tentant de ne pas s'écarter de la ligne générale qu'on a choisie.

E. BORNE: Que j'aime cette explosion! Et comme j'adhère à ce double refus. Mais la chute me plaît moins. Je souhaiterais que cet hymne à l'empirisme ne vous inclinât pas à trop de complaisances pour le radicalisme.

G. MONTARON: Il ne faudrait pas confondre sentimentalisme et idéalisme. Il y a des procureurs, et certains au M. R. P. ou à la droite du M. R. P., qui instruisent contre nous à cause de nos positions sur l'outre-mer des procès en idéalisme, alors que nous essayons tout simplement de tenir ensemble bon sens politique et respect d'un certain nombre de valeurs.

#### Les risques d'une ambiguïté qu'il faut éviter.

E. BORNE: Nous y revoilà. Quand je vous disais que nous participons au même type d'homme. Que j'aimerais avoir le loisir de le décrire. Lorsqu'à propos de l'Algérie vous partez d'une exigence morale pour tenter d'en déduire une politique, comme je reconnais, en dépit de vos revendications réalistes, la démarche de la famille. Nous essayons les uns et les autres de tenir au spirituel et au temporel et nous sommes aux prises avec les mêmes difficultés. Or on est beaucoup plus l'homme de son problème que l'homme de telle ou telle solution.

G. SUFFERT: *That is a question.* C'est sans doute vrai en morale, est-ce suffisant en politique?

E. BORNE: Oui, pour justifier un accord en profondeur. Vous avez beau affirmer l'autonomie d'une politique, votre titre T. C. colore tous vos jugements politiques, leur donne, surtout s'ils sont négatifs, une portée dont vous n'êtes plus les maîtres. L'homme dont vous dénoncez la mauvaise politique, vous le constituez du même coup en état d'indignité chrétienne. Ce genre d'équivoque est inévitable, je le veux bien. Mais j'incline à penser que le M. R. P., sans être invulnérable, se tire mieux que T. C. de la difficulté qui nous est commune.



**Reconnaître, dans notre jeu, quelque carte du jeu adverse...**

**G. SUFFERT :** Nous n'en sortons pas. Soit, les choses ne sont pas simples, nous essayons de ne pas mélanger le religieux et le politique. Mais nous sommes comme tout le monde livrés à l'ambiguïté.

Borne nous entraîne vers des considérations trop théoriques. Nous ne portons pas contre le M. R. P. de condamnation a priori : nous nous sommes sentis en désaccord avec lui sur l'Indochine d'abord, sur la rupture de 1951 avec les socialistes — c'est-à-dire sur la loi Barangé qui ne nous paraissait pas être la meilleure solution à donner au problème scolaire — sur la Tunisie, le Maroc, la tentative Mendès, etc. Ce sont des problèmes concrets. Sur l'Algérie aujourd'hui, par exemple, nous ne savons trop que penser des positions du Mouvement Républicain Populaire. Certes la manière qu'a eue M. Pflimlin d'affronter les vrais problèmes au cours de la dernière crise nous a paru honnête et courageuse. Notre approbation, avouons-le, a alors autrement de portée que celle de *Forces Nouvelles* ou même celle de *France-Forum...* ; mais en même temps nous ne sommes pas sans inquiétude. Bourguès règne, et c'est un prince que nous n'aimons guère ; il a une fâcheuse tendance à rétrécir notablement les libertés. Le M. R. P. voterait-il les lois d'exception : voilà le véritable test de sa politique algérienne ; s'il vote contre et que cette prise de position soit le début d'une rupture sans équivoque avec la politique Lacoste, alors je vous assure que le T. C. ne critiquera pas le M. R. P. Notre anti-émirpéisme, je vous l'assure, s'atténuerait assez vite si, sur un sujet aussi capital, la majorité du M. R. P. évoluait officiellement vers des positions de style Defferre, par exemple. Mais, pardonnez-moi, j'ai peur que les structures soient plus fortes que les velléités.

**E. BORNE :** Personnellement, ces pouvoirs spéciaux me

paraissent une arme dangereusement forte pour un gouvernement faible, contesté, sans assises véritables dans le Parlement et dans l'opinion. Mais je crains que vous ne mettiez un excès d'honneur dans un refus éventuel de ces pouvoirs spéciaux par le M. R. P. et une indignité mal fondée dans sa possible résignation au projet de Bourguès. Vous voyez les choses dans l'instant, cherchant dans une seule attitude des raisons de condamner et d'absoudre. Si je peux parler en philosophe, vous atomisez le temps, alors que le M. R. P. est plus sensible aux continuités de la durée, et il nous faudrait revenir à l'opposition du jugement dégagé et du labeur engagé. Suffert vient de dire sa sympathie à la politique proposée par Defferre, mais il serait léger de l'approuver simplement parce qu'elle contredit, dans l'instant, la politique Lacoste. La politique Defferre implique le refus de l'indépendance algérienne. Elle suppose, pour aboutir, l'union nationale et en cas d'échec de la négociation, la décision de « mettre tout le paquet » et de transformer la pacification en guerre. Allons-nous vous renvoyer la balle et vous dire : « Acceptez-vous toutes ces conséquences politiques d'une opinion politique que vous dites vôtre ? Nous refusons de vous prendre au sérieux si vous n'infléchissez pas dans ce sens et tout de suite la ligne du T. C. » ? Certes non, ce serait vous transformer en parti politique et entreprendre sur votre liberté d'observateurs et de juges.

Les cartes sont donc sur la table, et il faut bien maintenant que chacun reprenne les siennes. Je souhaite seulement que, dans la vivacité du débat, elles aient été un peu brouillées et que, s'il nous arrive de reconnaître dans notre jeu quelque carte du jeu adverse, nous sachions en rendre grâce à la fortune nullement aveugle d'un forum animé et loyal.

**Théâtre**

● **"DIALOGUES DES  
CARMÉLITES"**

*Opéra de F. Poulenc.*

L'Opéra vient de nous donner la primeur, en langue française, du drame musical *Dialogues des Carmélites* que F. Poulenc a composé d'après le texte pathétique de G. Bernanos. Si le compositeur nous a livré avec son *Stabat Mater* une des pages les plus admirables de la musique religieuse contemporaine, il vient de prouver cette fois qu'il lui était possible de ravir et d'émouvoir durant plusieurs heures un public mélomane.

L'auteur a été visiblement habité par la grâce, et sa musique est d'une sincérité qui force l'admiration.

Si les musiciens qui lui ont servi de modèles sont : Monteverdi, Moussorgsky et Verdi, on ne peut s'empêcher, par ailleurs, d'évoquer à propos de telles couleurs d'orchestre les mystérieuses harmonies du « Martyre de Saint Sébastien » et à propos de telles courbes vocales le lyrisme de « Louise » de G. Charpentier.

Toutefois, l'ensemble n'en comporte pas moins une facture très personnelle, éminemment classique, sensible tout particulièrement dans les merveilleux chœurs religieux qui éclairent l'œuvre d'une lumière paradisiaque : l'*Ave Maria*, l'*Ave Verum* et le *Salve Regina* que chantent les Carmélites montant à l'échafaud.

Les scènes dramatiques que comporte cet opéra sont toujours traitées avec sobriété, notamment l'agonie de la Mère prieure.

La partition de F. Poulenc respecte non seulement le texte de Bernanos, mais plus encore le magnifie et lui confère une résonance accrue.

L'œuvre étant essentiellement vocale, l'auteur a admirablement fait chanter les voix et, à cet égard, les interprètes qui ont concouru à son succès méritent les plus vifs éloges. D. Duval s'est identifiée à Blanche de la Force ; D. Charley a prêté son admirable voix de contralto à la Mère prieure ; R. Crispin a profondément ému dans la scène de la prison et L. Berton a composé une sœur Constance qui nous a ravis.

*"Dialogues des Carmélites" à l'Opéra*

**Classicisme et personnalité**

L'interprétation vocale masculine de MM. Giraudeau et Depraz est très honorable.

P. Dervaux a conduit avec maîtrise et avec discrétion l'admirable orchestre de notre première scène lyrique.

Si les décors de M<sup>me</sup> Laliq sont en harmonie avec l'esprit de l'œuvre, en revanche il serait souhaitable que les changements de tableaux soient meu-

blés d'entractes musicaux afin de nous épargner l'insupportable tapage résultant des fréquentes successions de décors.

Le public ne s'y est pas trompé en acclamant F. Poulenc au milieu de ses interprètes : voici une œuvre qui fera date dans la musique contemporaine.

FRANÇOIS NICOLAS.

**Cinéma**

● **DE "LA STRADA"  
AUX "NUITS DE CABIRIA"**

*de Federico Fellini.*

Tout le monde connaît Gelsomina. Tout le monde ira voir Cabiria. Gelsomina et Cabiria sont sœurs, mais elles ne se ressemblent guère que par le don de fraîcheur, la capacité d'émerveillement enfantin qui éclairent leur visage comme ils illuminent, dans la vie quotidienne, celui de Giulietta Masina. Gelsomina et Cabiria sont deux filles du ménage Fellini. Le poète Federico Fellini, à partir de ses thèmes préférés (les petits baladins, les solitaires pauvres,

les inspirés incompris, les innocents méprisés, avec leur perpétuelle faim d'amour), élabore lentement une histoire simple, limpide, baignée de lumière; puis, il dessine des caricatures de son héroïne (il a été journaliste, puis gagman avant d'aborder la mise en scène) et il arrive que la caricature lui rappelle quelque expression, quelque avatar de sa femme. Alors, Giulietta Masina joue sous sa direction, et complète au fur et à mesure, avec lui, les traits du personnage. Pour ces *Nuits de Cabiria*, je trouve le résultat aussi ravissant que pour *La Strada*.

Quand on rencontre les Fellini, on ne s'étonne plus de cette perfection : Federico et Giulietta semblent s'ins-

- "Dialogues des Carmélites", un opéra de Francis Poulenc d'après G. Bernanos
- Les "Nuits de Cabiria", un film de Federico Fellini
- La "collection Lehman" à l'Orangerie
- Un choix de disques pour vos vacances

pirer l'un l'autre à demi-mot, ou même tacitement. Lui discerne en sa femme des « doubles » possibles, il sait qu'elle sera heureuse de les révéler, de leur donner à chacun une personnalité indépendante. Elle, quand on lui en parle, avoue sa propre part de création, mais elle refuse de s'identifier à Gelsomina, qu'elle juge trop passive, trop désarmée. Elle admet que Cabiria lui ressemble davantage : cette petite prostituée romaine qui a gardé la virginité du cœur et qui est déçue plus cruellement chaque fois qu'elle croit avoir rencontré l'amour vrai, que d'héroïsme, que de foi en elle ! Elle aura toujours le courage de relever la tête et d'affronter son pitoyable destin, elle sera toujours prête à un nouveau drame, parce que rien ne pourra lui ôter son espérance. Un amant la jette à l'eau pour la voler, puis le bel acteur dont elle rêvait se réconcilie avec sa maîtresse et relègue Cabiria dans une salle de bains pendant toute une nuit, et enfin Oscar (François Périer), le brave garçon qui paraissait l'aimer, qui prétendait ignorer tout le passé, qui allait l'épouser, lui aussi essaie de la noyer, et il emporte les économies qu'elle a tirées du trottoir. Après ce calvaire, Cabiria trouve encore la force de regarder sa misère en face. « Nous avons raconté une histoire si triste, me dit à Cannes Giulietta Masina,

que j'ai soufflé à Federico : il faut que Cabiria sourie malgré tout, à la fin. » Et Cabiria sourit à une sorte de sérénade, hommage à son espérance, que lui offrent de jeunes passants.

Ce film est une leçon de sainteté, une leçon de poésie, une leçon de cinéma. Et il produira aussi beaucoup d'argent, pour la honte et le remords des onze producteurs, des onze « commerçants », qui refuseront cent millions à l'auteur de *La Strada*...

JEAN-MARIE DAILLET.

### Expositions

#### ● LA COLLECTION LEHMAN

*Dans l'amitié d'un « riche amateur ».*

La collection Lehman à l'Orangerie des Tuileries ? On ne rend pas compte d'une telle exposition. Autant rendre compte du Musée du Louvre ou de la Pinacothèque vaticane. On ne rend pas compte d'une exposition où cinq Renoir parmi les plus importants voisinent avec le plus beau des Gauguin, un Botticelli, un Giovanni Bellini et deux Greco. Que louer davantage ? Ce Goya, polyphonie de rose et de bleu sur fond gris, cette tête d'enfant par le Maître de Moullins, ce Rembrandt, ou le portrait d'Érasme par Holbein ? Nous voudrions simplement persuader nos lecteurs qu'ils n'ont pas le droit de finir l'été sans voir la collection Lehman. Hélas ! Nous le savions qu'on ne peut plus étudier la peinture sans se rendre aux États-Unis. L'Orangerie nous en apporte une preuve de plus, mais puisque M. Lehman a permis que presque le tiers de sa collection soit transporté, qu'on se précipite. Peintures, meubles, émaux, bijoux, tapisseries, enluminures, dessins, c'est un festival de beauté.

Non, je ne rendrai pas compte de cette exposition : je vous y invite, non sans vous conseiller d'y arriver le matin, dès l'ouverture, sinon après une heure d'attente, vous serez admis à contempler la nuque et le dos de vos heureux précédésseurs. N'achetez pas le catalogue, il est coûteux, inutile, et ses reproductions indignes. Mais abandonnez-vous à la joie. Quelques tableaux ont une importance exceptionnelle, et j'y ai déjà fait allusion, tel ce Gauguin parmi ceux où le pouvoir musical de la ligne et de la couleur atteint à son paroxysme

"Christ portant sa Croix" du Greco

#### Des œuvres choisies avec amour

(*Tahitiennes sur la plage*). Je vous supplie d'admirer le jeu de blanc et de rouge dans le *Saint Jérôme* du Greco, comme ce *Versailles* de Renoir où se concentre toute la chaleur d'un été. Sans doute le sommet — le « clou », comme on disait vers 1900 — de cette collection est-il le surréaliste *Saint Antoine* de Sassetta, mais l'*Expulsion du Paradis* de Giovanni di Paolo, l'*Annonciation* de Memling, ou le *Portrait de femme* par Paolo Uccello ne lui cèdent que de peu. Le cadre créé à l'Orangerie accentue encore notre plaisir : on a reconstitué pour nous « la maison du riche amateur » damas aux tons assortis, coffres Renaissance, lustres hollandais, toute une intimité où le tableau échappe au froid du Musée.

M. Robert Lehman, de l'entreprise cotonnière *Lehmanbrothers* : cette collection appartient à un particulier. D'être œuvre d'un collectionneur, c'est-à-dire œuvre d'amour et de libre choix est pour ce Musée un charme de plus. Cet ensemble a une personnalité. On y sent les goûts de son maître. Des exclusives sont frappantes, telle l'absence d'impressionnistes, ou le fait que Viaminck, Derain et Braque ne figurent que pour leur période fauve. Plutôt que la décomposition des couleurs à

Giulietta Masina (à droite) dans les "Nuits de Cabiria"

Sainteté, poésie... cinéma

la Claude Monnet, M. Lehman aime les francs aplats en contrepoint : et voilà qui apparente les deux Terborch gris et roses avec le Gauguin ou le Van Gogh jaune et vert; le Bellini bleu et rouge et les scènes bleues et rouges, elles aussi, de la vie de sainte Françoise-

Romaine avec le Marquet comme avec le Paolo Uccello ou l'aristocratique Modigliani. Je ne connaîtrai jamais M. Robert Lehman, mais ce soir il m'est un ami.

GEORGES LE BRUN KERIS.

● NOTRE SÉLECTION

BEETHOVEN : Les beethoveniens n'ont que l'embarras du choix. Quatre réalisations récentes sont, à des titres divers, dignes d'intérêt. Une résurrection : le concerto pour violon enregistré par Fritz Kreisler à Londres en 1935 sous la direction de Sir John Barbirolli<sup>2</sup>. Une vieille connaissance :

Disques

Sidney Béchét

Erich Kleiber

Une chanteuse de flamenco

Pour tous les goûts...

● POUR VOS VACANCES

Depuis quelques années, la trêve des vacances n'existe plus pour la musique : les festivals se multiplient, les éditeurs n'attendent pas la rentrée pour offrir aux amateurs un choix d'enregistrements qui aurait fait rêver il y a moins de dix ans. Il est bien connu que les goûts des mélomanes varient sensiblement pendant les vacances. Ils hésitent, lorsqu'ils emportent leur électrophone sur la Côte d'Azur à emmener l'« Art de la Fugue »; et pourtant, la magnifique version intégrale réalisée pour la première fois à l'orgue et signée Helmut Walcha<sup>1</sup> ne serait peut-être pas inutile en prévision d'un été pluvieux...

Mais j'imagine que les plus nombreux préféreront disposer de quelques disques de jazz. Auquel cas, ils pourront sans hésiter faire l'acquisition d'un merveilleux enregistrement de l'International Jazz Group<sup>2</sup> ou de deux disques économiques de Sidney Béchét et King Oliver gravés dans la nouvelle collection « Jazz pour tous »<sup>3</sup>. Et ceux qui pensent que le rythme « Boogie » est par trop frénétique, se consoleront avec des valse de Johann Strauss que leur

offre Decca sous le titre « Graduation Ball »<sup>4</sup>.

Les malchanceux qui rêvent de pays lointains sans pouvoir y aller trouveront une (relative) consolation avec d'émouvantes mélodies brésiliennes chantées à la perfection par Alice Ribeiro<sup>5</sup>, ils pourront aussi se transporter sous le ciel chaud d'Espagne en s'initiant aux mystères du « flamenco », et ceci grâce au *Cafe cantante* et à l'*Introduction au Flamenco*<sup>6</sup>. Et s'ils veulent compléter leur voyage par une plongée dans le temps, ils n'oublieront pas les « Chansons populaires anciennes »<sup>7</sup>, racontées avec élégance par Solange Demolière ou « Six chansons de métier » parfaitement harmonisées par Daniel-Lesur<sup>8</sup> dont la *Sérénade*<sup>3</sup>, vient d'obtenir un Grand Prix du Disque.

Enfin, les mélomanes « enragés » dont l'éternel regret est de ne pouvoir se rendre à Bayreuth ou à Salzbourg, en profiteront pour écouter le Prélude du Premier Acte de *Lohengrin* dirigé par Jochum couplé avec le Prélude de *Tristan* sous la direction de F. Leitner<sup>1</sup> et le splendide enregistrement des *Noces de Figaro* sous la conduite d'Erich Kleiber<sup>4</sup>.

les Neuf Symphonies sous la baguette de Bruno Walter chez Philips<sup>5</sup>. Une association : les Première et Troisième Sonates piano-violon par Léonide Kogan et Grigori Guinsbourg<sup>6</sup>. Un jeune : le pianiste Badura-Skoda dans le Premier Concerto<sup>7</sup>.

BACH : Un disque de la collection « Gravures illustres » permet de retrouver l'enregistrement des concertos pour clavier 1, 4 et 5 qui avaient été gravés en 1933 sur 78 tours par Edwin Fischer<sup>2</sup>. Bien que n'étant pas historique, la version de Marie-Claire Alain et de Michèle Auclair des sonates pour clavier et violon<sup>8</sup> ne doit pas moins entrer dans toutes les discothèques. Enfin, rallions-nous au jugement du Jury du Grand Prix du Disque qui n'a pas manqué d'attribuer une récompense à la belle réalisation de Fritz Werner dans les Cantates 147 et 160<sup>5</sup>.

CLAUDE SAMUEL.

- (1) DG 14 077/8 APM 17 080  
 (2) COL FPX 121 FP 1 095 FP 1 087  
 DT 1 029 COLH 11 COLH 15  
 (3) PHI P 07 792 R P 07 871 R or 300/6  
 (4) DEC LXT 2 848 LXT 5 088/91  
 (5) Cdm LDM 8 174 LDA 8 191/2  
 (6) ERATO LDE 1 050 LDE 1068 LDE 3 058  
 (7) VEGH C 30 A 79  
 (8) Disc fr D 209/10

## DEUX LIVRES SOVIÉTIQUES :

- « L'homme ne vit pas seulement de pain », de Doudintsev<sup>1</sup>.
- « La Ville natale », de Victor Nekrassov<sup>2</sup>.

Au lendemain du XX<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste, le culte de Jdanov pouvait-il être aboli, lui aussi? Les écrivains soviétiques revendiqueraient-ils l'indispensable liberté de la création artistique? ou continueraient-ils de plier leur esprit et leurs esprits aux exigences officielles?

Contrairement à certaines affirmations publicitaires, pas plus que Doudintsev dans *L'homme ne vit pas seulement de pain*, Victor Nekrassov, avec *La Ville natale* n'ouvre de brèche sur le front idéologique de la littérature révolutionnaire.

Les thèmes de ces deux œuvres — si souvent traités, même en U. R. S. S. — ne sont en réalité renouvelés que dans la mesure où ils ont été mis au service de la campagne ouverte par Khrouchtchev et Mikoïan contre l'esprit bureaucratique et les méthodes dictatoriales de certains dirigeants.

Dans *L'homme ne se nourrit pas seulement de pain*, nous assistons à la lutte classique entre le génie inventeur et l'Administration. Tout au cours de ce long volume, nous voyons l'ingénieur Lopatkine tenir tête obstinément aux différents services, bureaux ou comités dont les professeurs et fonctionnaires s'ingénient tour à tour à étouffer sa découverte : une machine centrifuge automatique pour couler les tuyaux en fonte. Chaque fois qu'il croit toucher au but, un nouvel obstacle — et pour finir, la réclusion — met à l'épreuve sa foi. Grâce à Nadia, l'ancienne épouse d'un de ses plus ambitieux adversaires, Drozdov, il finit par obtenir la réalisation de son projet. Peu d'écrivains ont fait de la bureaucratie une satire aussi longue et minutieuse, parfois même fastidieuse, malgré quelques éclats de verve et d'humour. L'ouvrage est entrecoupé de rigoureuses discussions au crible desquelles le corps judiciaire et « l'intérêt d'État » ne manquent de passer!

La brièveté de la composition, son unité psychologique, un style moderne, font de *La Ville natale* une œuvre plus achevée, dans laquelle Nekrassov porte l'offensive contre les abus commis sous le couvert de l'autorité — thème essentiel du XX<sup>e</sup> Congrès!

Nicolas Mitiassov, blessé à Lublin à

la fin de la guerre, puis démobilisé, connaît l'angoisse de tous les combattants qui, avec la Paix, retrouvent leur terre natale. Après l'exaltation au combat du service total pour la Patrie, il cherche par de successifs approfondissements quel doit être désormais pour lui « le sens de l'existence ». Après s'être heurté aux difficultés matérielles de l'après-guerre, les destructions, les restrictions, les démarches et les pots de vin, les queues interminables, il se décide à entreprendre de nouvelles études techniques pour mieux servir son pays. C'est alors qu'il découvre la malhonnêteté du Doyen de la Faculté Tchekmegme qu'il gifle. En défendant le vieux professeur Nikotsev, menacé de renvoi, il comprend enfin le vrai combat des temps de paix : celui qu'il faut mener, malgré la peur et renonçant à soi-même, contre le pharisaïsme et le mensonge des chefs qui protègent, au nom de la discipline, leur intérêt personnel.

Le livre de Doudintsev, d'abord approuvé pour sa massive participation à la nouvelle campagne politique, a été ensuite l'objet, semble-t-il, des critiques du Politburo. Est-ce parce que Lopatkine ne donne souvent à son obstination aucune autre raison que la nécessité intérieure du créateur? Et s'il dit que son œuvre « lui permettra de survivre à cette enveloppe physique » qui ne se nourrit que de pain, il n'y a là rien qui soit de nature à inquiéter les matérialistes marxistes. Pour Lopatkine, en dépit des mots ou des versets cités, il n'existe aucun principe spirituel d'ordre divin. Seul, son individualisme a pu être mis en cause.

Quoi qu'il en soit, les deux auteurs semblent avoir apporté un soin extrême à rester dans les perspectives du combat communiste, à respecter les principes qui le régissent. Si Lopatkine se bat pour sa machine, Doudintsev souligne le légitime enjeu de l'invention : un gain de 60 000 t de fonte pour l'économie soviétique! Lopatkine devient « la pensée vivante née du peuple » que seuls les bureaucrates empêchent de s'intégrer dans la collectivité. S'il y a un homme antisocial, c'est le professeur Bonsko, rendu à demi fou par l'échec et qui cache maladivement ses brevets

d'inventeur. Il périt misérablement. Lopatkine sans doute n'est pas un membre du Parti, mais le livre ne se termine pas sans qu'*in extremis* il n'arrive « à juger des choses d'un point de vue politique » et ne prenne conscience de ses responsabilités sociales!

Avec plus de prudence et de métier que son prédécesseur, Nekrassov évite toute équivoque : les coupables, comme le doyen Tchekmegme, n'ont de communiste que le nom. Leurs actes et paroles vont à l'encontre de toutes les dernières directives politiques : l'élargissement des « chapelles », l'amnistie pour toutes les victimes de l'occupation, le respect démocratique des assemblées plénières et surtout l'abolition du Culte de la Personnalité! Par contre, les redresseurs de torts sont tous « de vrais communistes honnêtes », même Serge l'héroïque officier qui se prétend bambocheur mais enseigne avec passion de jeunes aviateurs « dont le pays des Soviets puisse être fier »! Nous aurions pu oublier, pendant les deux premiers tiers du livre, que Nicolas était un membre du parti. Le conflit final qui l'oppose au Doyen révèle son profond attachement au petit livret rouge qu'il porte constamment sur lui. Menacé d'être exclu pour son acte de violence, l'Assemblée plénière des Étudiants estime qu'il est juste de le sauver d'une sanction immédiate et trop dure.

De toute évidence, Nekrassov, comme Doudintsev, n'ont qu'un but! : donner au peuple, comme le prescrivait A. Jdanov, « de véritables armes idéologiques ». Seulement, depuis le mois de septembre 1955, ces armes ont changé. Elles sont peut-être plus délicates à manier...

Quoi qu'il en soit, ces œuvres inégales et dociles, mais dont les sujets sont traités avec l'abondance et le réalisme familier du génie russe, ont l'intérêt d'un documentaire même s'il a l'estampille officielle.

Elles éclairent les abus dénoncés à la tribune, mais sans doute aussi, en arrière-plan, le sourire ironique ou la désapprobation révoltée d'un peuple qui commence à s'en faire le juge.

M. M. DIENESCH.

1. — Éditions Sequana.  
2. — Éditeurs Français Réunis.

## LA TRAGÉDIE ALGÉRIENNE <sup>1</sup>

par Raymond Aron.

« Ce problème diabolique qui obstrue l'avenir de la France » est malheureusement aussi l'un des plus difficiles à résoudre ou même à aborder.

Raymond Aron lui-même a hésité. Quand le sénateur Kennedy, après l'avoir cité, souligne que l'auteur de *La Tragédie Algérienne* est membre de l'équipe de rédaction d'un journal conser-

n'ignorions pas le but politique. »

Les limites de l'ouvrage — qui a, en réalité, la dimension d'une brochure — étant ainsi soulignées, l'auteur estime que l'opinion doit sans plus tarder être saisie de la véritable nature du problème. Décidé à bousculer les « tabous », l'auteur, après avoir affirmé sa croyance en la « vocation africaine » de la France,

déshonorante leur laisse une insupportable humiliation; renforcer les chances de ceux qui, en Tunisie, au Maroc, en Algérie, souhaitent des États islamiques en relation avec l'Occident » (pp. 26-27).

Mais il ne faut pas exclure cependant que même une modification aussi radicale de notre politique n'incite pas pour autant nos adversaires à devenir raisonnables. Il faudrait alors « avoir le courage d'une solution radicale : offrir l'évacuation de l'Algérie en votant les milliards nécessaires au rapatriement des

« *Le pire serait l'abandon par lassitude... « au lieu d'une résolution, peut-être amère, mais lucide ! »*

vateur, il omet de préciser que les lecteurs du *Figaro* n'ont pas jusqu'à ce jour été conviés par R. Aron à méditer sur cette douloureuse question.

L'auteur nous dit ne s'être décidé à publier les deux « essais » rédigés pour quelques amis et pour lui-même qu'en raison des malentendus provoqués par les quelques pages consacrées à « l'im-passe algérienne » dans son livre *Espoir et Peur du Siècle* (2).

Encore ne s'agit-il que de notes brèves, ne prétendant pas définir ou recommander une action politique précise, mais s'en tenant seulement aux principes. « Il ne suffit pas de fixer les buts de guerre pour déterminer une stratégie, mais, si l'on ne connaît pas les buts, on n'a aucune chance de trouver les moyens efficaces... nous aurions meilleure chance d'atteindre l'objectif militaire si nous

souligne que « ni cette mission ni cette vocation ne sont compatibles avec le refus aux peuples d'Afrique du droit de se gouverner eux-mêmes » (p. 50). « Le débat porte sur un point et sur un seul : la France accepte-t-elle de perdre un jour la « souveraineté » sur l'Algérie ? » (p. 68). La seule politique recommandable devrait comporter « l'acceptation, en principe, d'un État algérien, sans exclure « la vocation à l'indépendance » de cet État » (p. 68).

S'agit-il donc de capituler ? Trop brièvement peut être, l'auteur s'en défend : « Les Anglais se sont battus des années en Malaisie pour donner l'indépendance à des modérés et non à des extrémistes » (p. 26). La leçon vaut pour l'Algérie. « Un pays ne peut sans déshonneur abandonner un million de siens... Il serait peu honorable de sacrifier les Musulmans qui furent nos amis... Les seuls buts de guerre que la France puisse raisonnablement se proposer sont ainsi définis : laisser l'Algérie accéder à l'indépendance sans qu'une politique jugée, par les Français eux-mêmes,

Français ou maintenir une enclave française sur les côtes, que les insurgés seraient incapables d'emporter... la France, désavouée par une moitié des Français et par ses alliés, ne peut pas... continuer à se battre sans objectif saisissable, même si ses adversaires agissent sans le savoir contre leurs propres intérêts » (p. 33).

Il n'est pas possible en tout cas d'agir en Algérie à l'inverse de ce qui a été fait en Tunisie, et au Maroc. C'est même l'une de nos chances que les intérêts profonds des régimes actuels de ces deux pays, hostiles à l'extrémisme et à la rupture des relations avec l'Occident, coïncident avec les nôtres. Leurs dirigeants ne peuvent pas ne pas souhaiter l'indépendance de l'Algérie, mais ils redoutent les conséquences d'une capitulation française. Les nations amies accepteraient sans doute aussi d'offrir leurs bons offices et de garantir les stipulations d'un éventuel accord.

Raymond Aron écarte comme contradictoires les objections qui lui sont faites sur le plan économique. La fin de

(1) « La Tragédie algérienne » — Plon (Collection « Tribune libre »).

(2) Insérées dans l'essai intitulé « De la décadence » et « Espoir et peur du siècle », du même auteur — Calmann-Lévy (Collection : « Liberté de l'Esprit » — 1957).

notre souveraineté sur l'Algérie ne serait pas la ruine de la France : c'est au contraire la prise en charge, par nous seuls, du développement algérien qui risque, à bref délai, de nous écraser. La fin de notre souveraineté ne serait pas forcément non plus la misère pour l'Algérie, dans la mesure où, quel que soit le volume de l'effort financier de la France, les solutions d'intégration, qu'il s'agisse de croissance économique ou d'organi-

l'Algérie, et la présence sur ce territoire du million de Français d'origine métropolitaine. L'analyse complète de la situation, a fortiori les solutions politiques doivent donner à ces faits essentiels toute la place qui leur revient, dans le présent et dans l'avenir... Le lecteur est en droit d'estimer que la manière cursive et allusive de Raymond Aron les esquive, ou même les « maltraite », gravement. S'il convient de louer tout effort de lucidité appliqué à la douloureuse question algérienne, signalons du moins que la tentative en cause demeure très partielle.

Ce n'est pas le plus grave. Pour Raymond Aron, le problème est « tragique », au sens grec du terme. Sous son apparente rigueur, la pensée de l'auteur sacrifie implicitement au mythe de la Fatalité, philosophiquement indémontrable et historiquement indémontré. Sans doute existe-t-il, à défaut d'un sens, une certaine pesanteur de l'Histoire. Et il serait grave de sous-estimer la « pesée » qu'exercent sur elle aujourd'hui les nationalismes déchaînés. Mais d'autres évolutions en profondeur se manifestent parallèlement qui, plus rapidement qu'on ne le suppose, peuvent conduire à dépasser les conflits actuels : parmi tant de courants divers et opposés, une action humaine, même en Algérie, peut encore trouver aujourd'hui des points d'appui et modifier le cours des événements.

Bien sûr, la première réaction, devant tant de fautes accumulées et tant de haines attisées — parfois même par d'affligeants propos officiels, — est de céder au découragement et de donner raison au vieil adage : « Ceux que Jupiter veut perdre, il les pousse à la démesure. »

Mais Jupiter est mort, et avec lui devraient l'être nos timidités et nos craintes ancestrales. La foi de quelques hommes dans la métropole et au sein des deux communautés vivant en Algérie peut, à tout moment, interrompre le voyage au bout de l'absurde et créer les conditions favorables à l'essai de nouvelles formules de coexistence. Ce ne serait, dans l'histoire, ni la première ni la dernière victoire de la raison.

Jean AUBRY.

#### L'HISTOIRE EN PROCÈS

sation de l'enseignement, ont dès maintenant cessé d'être viables. L'aide « extérieure » fournie par la France à un éventuel État algérien serait probablement, en fin de compte, moins coûteuse et plus efficace.

La rigoureuse logique intellectuelle de Raymond Aron n'est jamais si redoutable, il est vrai, que dans la critique. Il projette une cruelle lumière sur les contradictions internes des diverses solutions proposées. Sa réfutation de la solution dite d'« intégration » est sans doute la partie la plus neuve et la plus décisive de son opuscule.

Comme Badiou, au dernier Congrès socialiste, il pense également que la politique de Robert Lacoste conduit, elle aussi, et par le plus mauvais chemin, à l'indépendance.

Mais, dans les recommandations positives, cette sécheresse abstraite de raisonnement « glisse » sur des réalités, au moins aussi irréductibles que les contraintes de la logique formelle. Il ne suffit pas de mentionner en passant les liens qui unissent la France et

ce pas, M. Guillemin ?) ont une fois pour toutes décidé que le mensonge par omission était une forme supérieure de la vérité. Qu'on ajoute un zeste d'imagination et quelques onces de fantaisie : vous possédez la bonne recette.

C'est dire la reconnaissance que nous devons au *Club du Meilleur Livre*<sup>1</sup> de nous apporter en antidote les textes originaux. Ce club publie les minutes mêmes des plus grands procès de l'histoire : les Templiers, Jeanne d'Arc, Marie Stuart, Galilée. Que leur vérité est émouvante. Elle l'est bien plus que ces fables qu'on nous prodigue, surtout sous cette forme heureuse, — la poussière des in-folio époussetée, — et quand nous guident, toujours judicieux, notes et commentaires. Aucune biographie de Jeanne d'Arc n'aura jamais la saveur agreste de ses propos. Quant au procès de Galilée, il nous plonge en pleine actualité. Après deux siècles, il se retourne, si j'ose dire, et nous devient le procès même des intégristes : ceux de la Cour de Rome au XVII<sup>e</sup> siècle, mais ceux de notre temps, ainsi Galilée, aux prises avec le cardinal Barberini, n'est-ce pas Teilhard de Chardin sous les coups de l'abbé Cognet ? Obscurantisme, érudition, incompetence, Barberini et Cognet ont tout en commun, sauf que le premier n'a jamais inspiré aucun Montherlant.

Les grands procès de l'Histoire?... Autant de réponses aux procès qu'on fait à l'Histoire.

Georges LE BRUN KERIS.

(1) 3, rue de Grenolle, Paris-6<sup>e</sup>.

#### COURS DE RELATIONS INDUSTRIELLES par Robert Goetz-Girey.

L'étude des problèmes du travail a pris une place de plus en plus importante non seulement dans les programmes des Facultés de Droit, mais dans les préoccupations de tous ceux qui s'intéressent à l'Administration des Entreprises et à la vie politique.

Ces problèmes ont été étudiés généralement avec l'aide de méthodes spéciales, soit avec les instruments de l'analyse juridique, soit plus récemment avec les instruments de l'analyse économique.

M. Robert Goetz-Girey, professeur d'Économie Politique à la Faculté de Droit de Paris, auteur de nombreux travaux sur les problèmes sociaux, sur

Un volume format in-8<sup>o</sup> jésus, 256 pages ronéotypées. Éditions MONTCHRÉTIEN, 160, rue Saint-Jacques, Paris-5<sup>e</sup>.

les salaires, sur le syndicalisme, se propose d'étudier l'ensemble des rapports entre les groupes dans l'industrie par une méthode de synthèse.

Cette méthode de synthèse fait état de considérations économiques et juridiques. Les incidences économiques de l'activité des groupements, l'importance de l'environnement et du cadre économique sont mises en valeur; les caractères juridiques des principales institutions sociales sont analysés avec soin.

Mais, il est en outre largement fait appel aux enseignements de la psychologie sociale, des sciences de la politique et même à la sociologie religieuse.

C'est ainsi que l'on recherche quels sont les véritables possesseurs du « pouvoir » à l'intérieur du mouvement syndical et que l'on étudie les relations entre les syndicats et les partis politiques.

Cette méthode de synthèse est nécessairement comparative et les expériences françaises sont éclairées, grâce à leur rapprochement avec les expériences étrangères, en particulier celles des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne.

On conçoit l'intérêt d'une telle étude qui aborde successivement les approches possibles des problèmes sociaux, les transformations des conditions d'existence des salariés, le fait syndical, l'aménagement des relations collectives, l'association des salariés à l'établissement des conditions du travail, la consultation et la codécision mixtes et les principes des méthodes de relations humaines.

#### LA RÉVOLTE DE LA HONGRIE<sup>1</sup>

(D'après les émissions des radios hongroises octobre-novembre 1956.)

Un livre qui est un document, heure par heure, revit l'insurrection, depuis le 23 octobre jusqu'au dimanche sanglant du 4 novembre et aux derniers sursauts de la résistance le 9 novembre.

Uniquement des textes authentiques : émissions des radios hongroises — aussi bien des radios d'État que des postes clandestins — enregistrées sur magnétophones que Francis Fejto a rassemblées et qu'il publie avec une brève introduction. Pour chaque journée, une note de quelques lignes replace les événements dans leur contexte chronologique...

Dans sa sobriété, c'est le livre le plus bouleversant que j'ai lu sur la tragédie hongroise. Pas de commentaires : les faits parlent d'eux-mêmes. Tout y est : exhortation de la propagande officielle, manifestes des insurgés, échos de la lutte, appels au monde libre... qui ne répond pas; et ces postes qui un à un se taisent, se taisent ou retombent sous contrôle soviétique. Au micro, ils sont tous là : Gerö, Nagy, le Cardinal, Kadar, Maleter, et tous les combattants...

A travers ces pages, c'est toute la Hongrie qui parle, la Hongrie combattante, résistante et martyre. Il faut l'entendre. Il faut lire ce livre.

PHILIPPE FARINE.

1. — Éditions Pierre Horay.



Il n'est au fond rien de plus difficile que de parler de l'Europe. Deux écueils guettent celui qui s'y aventure : l'idéologie et la technique. Quiconque perd de vue les problèmes techniques de l'économie, ou de la vie sociale se perd dans les nuages de l'idéologie, et celui qui s'enfonce dans le fouillis des techniques perd de vue les réalités fondamentales et les objectifs à long terme. Les « inspirateurs » du numéro spécial de *La Table ronde*, consacré à l'Europe, ont voulu échapper à ce double piège en choisissant une méthode historique. M. Pierre Sipriot justifie ce choix par cette citation empruntée à l'exposé de M. Alphonse Dupront aux « entretiens de Mayence » : « Il faut donner à l'Europe une âme. La découverte de cette âme appartient à l'histoire, car on n'invente pas une âme, on la libère. »

Les articles réunis en ce volume de deux cents pages cherchent à « libérer cette âme » en « découvrant quelques éléments communs de culture, et en cernant quelques faits européens sous différentes formes : sociologie, histoire religieuse, histoire politique, histoire économique; cela en maintenant constamment les rapports des idées et des institutions ». M. Sipriot reconnaît lui-même que le lien unissant ces articles est assez lâche. On a volontairement préféré les complexités, les diversités, voire les contradictions de la vie à la belle ordonnance d'une façade classique, qui eût comporté trop de fausses fenêtres. La méthode a ses avantages : en multipliant les points de vues, les plans et les perspectives, elle nous fait pénétrer dans une réalité qu'on ne peut saisir, mais seulement « approcher ». Elle a aussi ses inconvénients : il arrive que cet impressionnisme intellectuel dissolve l'objet qu'il se propose de dépeindre.

De toutes ces analyses, se dégage cependant une impression d'ensemble : l'Europe fût-elle « sans rivages », n'est pas une Europe sans visage, et sa personnalité s'impose, en dépit de la dispersion à travers laquelle on la fait s'exprimer. Et il s'en dégage finalement trois conclusions : quelle que soit la difficulté qu'on éprouve à la définir, il existe en Europe une certaine unité de civilisation et de culture. L'Europe n'est pas simple, ni bornée, mais elle existe. Elle traverse une crise grave, qui met à l'épreuve ses

# recherche de l'Europe

(La Table Ronde, numéro spécial, mai 1957 : « Connaissance de l'Europe vivante ».)

principes et menace son existence. Elle ne surmontera cette crise que si, d'une manière ou d'une autre, elle met fin à la division mortelle qui épuise ses forces.

Définir l'Europe, n'est-ce point une gageure ? On ne peut que la « situer » dans le temps et l'espace. Il n'est pas sans intérêt de se souvenir, comme l'ont rappelé MM. Denis de Rougemont et Jean de Pange, que le mot « européen » apparaît pour la première fois dans l'histoire dans la chronique qui relate la victoire de Charles Martel à Poitiers sur les envahisseurs arabes. 732 : cette année capitale pour la chrétienté — celle du reflux de l'Islam, bouté hors de la Gaule, celle aussi de la fondation de l'Église de Germanie — peut apparaître comme la date de naissance de l'Europe. Ample matière à disputes où nous ne voulons trouver qu'une indication suggestive !

Sur les frontières de l'Europe, on se perd en controverses. M. Emmanuel Berl lui dénie toute réalité historique et géographique : « On a voulu que l'empire romain fût une première ébauche de l'Europe. Mais il excluait Francfort, Copenhague, Amsterdam. Spengler tient que l'Europe débute avec le Saint Empire Romain Germanique, mais celui-ci excluait toute l'Espagne, tous les Balkans, toute l'Europe de l'Est — et aussi la France. La naissance de l'Europe ne nous est pas mieux connue que ses limites ! » Où s'arrête-t-elle à l'Est ? à l'Oural ? Frêle barrière ! En vérité, l'Europe n'a pas de frontières à l'Est : elle est largement ouverte à l'illimité des steppes.

Avec M. Denis de Rougemont, nous ne pensons pas que ce soit là une raison suffisante pour dénier à l'Europe une existence, pourtant incontestable : vue du dehors, elle est une évidence. Vue du dedans, elle est une expérience, son unité nous est sensible à tous, à travers son histoire, et dans sa vie présente. Mais quel en est le contenu ? S'il est vrai de dire en un sens que l'Europe continue la chrétienté, il faut ajouter qu'elle la remplace. Qu'on le regrette ou non, la chrétienté médiévale n'est plus. L'Europe ne peut être pensée qu'en termes de civilisation.

On a dit que c'était une « civilisation de l'homme ». Plus précisément, remarque M. Emmanuel Berl, c'est une civilisation de la « puissance humaine »,

une civilisation de la machine. « Elle est mouvement, tension, plus que sagesse, d'où sans doute la force de son élan. » S'il lui fallait une définition culturelle, je reprendrais volontiers pour ma part, celle de M. François Perroux : « L'Europe est ce lieu du monde où se sont rencontrés, en une alliance féconde, et pour des déviations trop apparentes, la technique qui asservit le monde matériel et l'idéal de la société ouverte. » De là vient sa grandeur, et son tragique, et ses catastrophes.

Toutefois, on ne peut nier que l'Europe ne soit la terre d'élection d'un certain humanisme, dont les sources sont chrétiennes (ce qui déjà inclut les deux courants, catholique et protestant). Les valeurs personnelles s'y sont épanouies mieux que partout ailleurs. En même temps qu'une interprétation « sociale » du christianisme, l'intolérance de l'Europe à la souffrance et à la misère est une de ses caractéristiques propres, dont on chercherait en vain l'équivalent en Asie. La Renaissance a laïcisé ces valeurs sous la forme d'un individualisme rationaliste que la Révolution française a traduites en notions juridiques. D'où le reproche de sécheresse et d'athéisme que lui ont adressé les penseurs russes. L'héritage de Rome et de la Grèce, la tradition chrétienne, l'esprit prométhéen de la Renaissance, le souffle révolutionnaire de 1789, de 1848, de 1917 (Marx et Lénine étaient des Européens), tout cela se mêle indissolublement dans l'âme européenne vouée de la sorte, par nature, à des contradictions qui lui sont essentielles, à une « inquiétude » qui fait partie de son patrimoine.

Et tout cela est aujourd'hui menacé. Le déclin de l'Europe, chaque année qui passe nous le fait davantage apercevoir et toucher du doigt. Spengler y voit la décadence d'un « organisme » vieillissant. Toynbee estime qu'il s'agit seulement d'un « défi » de l'Histoire auquel il appartient aux Européens de répondre, d'une épreuve qu'ils ont la possibilité, s'ils le veulent, de surmonter victorieusement.

Les éléments de cette menace sont aisément discernables : c'est d'abord la rapidité prodigieuse du progrès technique sur lequel se fonde la puissance des États-Unis colosses « en forme de masque et de casse-tête » et qui pèse de tout

son poids sur toute la vie des Européens : « Au train où vont les sciences et les applications des sciences, remarque justement M. Louis Armand, nul doute que les structures qui, en Europe, sont traditionnelles ne viennent, dans un proche avenir, s'écraser contre la courbe des techniques comme sur un mur, et nul doute aussi que, dans cet écrasement, une large part de l'héritage culturel du passé ne risque d'être irrémédiablement compromise... Aussi, conclut-il, la vocation de l'Europe, au  $xx^e$  siècle, est-elle de créer une trame technique qui stimulera les esprits sans que soient compromises les valeurs culturelles » qui font de notre continent le creuset de l'humanité.

Le défi auquel nous sommes affrontés, note de son côté M. E. Berl, c'est la guerre, la faim, le progrès et le prolétariat : « le prolétariat intérieur » que notre civilisation accable, et le « prolétariat extérieur » qu'elle néglige, les travailleurs que le progrès technique utilise sans les associer à l'entreprise commune, les peuples d'Asie et d'Afrique, que l'influence dominante de l'économie européenne a bouleversés, humiliés et aussi réveillés. L'Europe est au pied du mur, et, pour reprendre la formule de M. Vermeil, « un grand flot humain monte à l'attaque et commence à battre de ses vagues pressées une civilisation dont l'orgueil a été d'affirmer la grandeur de la personnalité humaine, par la création de puissantes hiérarchies aristocratiques ».

La conclusion de M. Vermeil trace à l'Europe son devoir. Elle doit remplacer la volonté de puissance par une volonté de solidarité humaine « de façon à sauver simultanément les droits de l'individu et de la libre personnalité humaine et les droits de la grande masse du peuple qui, désormais, ne cessera jamais de réclamer le niveau de bien-être maintenant accessible à tous ». La première manifestation de cette volonté doit être, pour ne point parler de l'évolution nécessaire des politiques nationales, un dépassement du nationalisme (qui n'est pas la destruction et le reniement des nations), et la construction d'une Europe unie.

Le principe en est admis, et affirmé par tous, mais les méthodes choisies pour arriver à ce but, reconnu souhaitable et nécessaire, divergent singulière-

rement. Déjà, on nous le rappelle, Henri de Saint-Simon et Joseph Proudhon traçaient des voies opposées dans leurs recherches sur l'organisation européenne; le premier, imbu d'une profonde nostalgie de la chrétienté médiévale voulait qu'on fit l'Europe « par en haut » avec des institutions de type anglais, un parlement européen et un monarque européen; le second, ancêtre des fédéralistes (dont M. Alexandre Marc s'est fait le porte-parole inspiré) pensait que l'Europe se ferait d'elle-même, en partant de la base, dès lors que les États nationaux céderaient la place à une articulation de communautés vivantes, décentralisant le pouvoir au maximum. Ces deux écoles subsistent encore aujourd'hui.

Plus concrètement, il y a d'un côté les partisans de la coopération, au sein d'une Europe aussi large que possible, et ceux de « l'intégration » d'une Europe, fût-elle limitée à six pays, sous l'autorité d'un pouvoir supra-national. Il y a ceux qui croient à l'évolution et ceux qui croient à la « révolution », à une sorte de mutation brusque des sociétés européennes. Il y a ceux qui s'appuient sur l'idéologie, les grands mouvements d'opinion et la volonté des peuples et ceux qui, plus prudents ou plus « réalistes », préfèrent des réalisations partielles, une libre association des États ou secrètement donnent leur préférence à une « technocratie » d'experts et de bureaucrates.

Les préférences de la revue vont, à n'en point douter, vers la coopération la plus large et la plus souple. Ce qui amène, soit dit en passant, M. Louis Guizard dans son « enquête parlementaire » à réhabiliter M. Mendès-France dont il exalte les sentiments européens

avec une bienveillance qu'on pourrait, à bon droit, juger excessive. Retenons parmi ces témoignages celui de M. Robert Schuman, en qui se réalise l'équilibre de la foi et de la prudence, de l'audace et de la sagesse : « Il faut, dit-il, partir du sentiment national. Le sentiment européen ne doit pas le remplacer, mais le compléter. Je suis hostile à toute idée de nation européenne, de citoyenneté européenne. La force de l'Europe est justement de ne pas être une nation, et de comporter des diversités qu'il ne faut pas niveler... L'Europe est un organisme vivant qui doit donc se développer selon les lois de la vie. Elle n'est point une matière inerte qu'on peut modeler à volonté, selon des principes rigides. » Un fait est sûr, conclut-il, c'est que « tous les grands problèmes de l'heure prennent une envergure qui dépasse de beaucoup les frontières nationales. Si l'Europe restait morcelée, sclérosée dans ses divisions, elle se renierait elle-même. Elle a une vocation spirituelle. Pour remplir sa mission, elle doit devenir une force nouvelle. Cette force ne peut être que collective ».

Que les premiers pas faits dans cette direction avec le Pool Charbon-Acier, l'Euratom et le Marché Commun, ne fussent pas, qu'il faille, en même temps, développer, en se fondant à la fois sur la croyance et le raisonnement, l'idéologie européenne « marché commun des sentiments les plus profonds de l'Europe, sans lequel un marché commun commercial ne restera qu'une tentative fragile », c'est ce que nous reconnaissons, bien volontiers, avec M. Furstenberg. Du moins importe-t-il de comprendre qu'il est urgent d'agir, en usant de toutes les méthodes susceptibles de permettre une coopération efficace. M. Winston Churchill, dans son fameux discours de Zurich le 19 septembre 1946, l'avait déjà proclamé avec force : « Nous n'avons peut-être pas beaucoup de temps devant nous... si nous devons créer les États-Unis d'Europe, — quel que soit d'ailleurs le nom que nous leur donnerons — nous devons commencer tout de suite. »

Nous avons déjà perdu beaucoup de temps.

Jacques MALLET.

Mieux vaut consacrer plus de temps à convaincre les responsables et l'élite de l'effort à faire que de vouloir entreprendre l'œuvre souhaitable avant que la portée en ait été véritablement mesurée par les intéressés ».

Et G. Balandier, à qui revient le mérite d'avoir, l'un des premiers en France, souligné les différences fondamentales entre les conditions de la croissance d'une nation industrielle et celles d'un pays sous-développé, insiste sur la nécessité, pour réussir, de susciter « un New Deal des émotions ». Car, pour reprendre l'expression du Sénégalais A. Ly, il s'agit moins, dans ce dernier cas, d'un « progrès » que d'« une véritable mutation » à accomplir du fait d'un taux d'expansion démographique sans précédent, dans des délais incomparablement plus courts que ceux naguère laissés à l'Europe occidentale pour réaliser sa révolution industrielle.

L'assimilation par les populations autochtones des techniques modernes suppose un nouveau cadre politique. Dans un beau texte, Senghor, tout en critiquant vigoureusement la loi-cadre actuelle, appelle de ses vœux « la révolution pacifique d'où naîtra, avec notre salut commun, la Communauté franco-africaine ». Il dénonce les dangers de « l'État-Nation », inséparable du « mythe de la race » et de « la tentation de l'impérialisme ». « Nous savons que la réalité du XX<sup>e</sup> siècle est l'interdépendance des peuples groupés dans de grands ensembles, des fédérations au sens large du mot. »

Mais la force d'une telle Fédération sera « faite de la force de la personnalité de chacun de ses membres... La patrie n'est pas une idée comme la Nation. Elle est faite de terre et d'air, de muscles et de sang... ».

A cette édification d'un monde nouveau, peuvent servir l'expérience des « difficultés de l'indépendance », que A. Philip décrit pour l'Indonésie et les Philippines, et, une fois de plus, « les leçons de la sociologie » magistralement rappelées par P. Mus dans *La Guerre d'Algérie, guerre sociologique*.

Comme le souligne ce dernier, le moment n'est pas passé de « construire l'inévitable », selon le saisissant raccourci de Jacques Berque, professeur au Collège de France. Mais il faut « viser à un niveau où notre actif historique nous assure encore une valeur de par le monde et donne corps à nos offres. Nous avons moins que d'autres à nous faire violence pour parler à nos partenaires et à nos adversaires même d'égalité — et ils le savent ».

Jean AUBRY.

Tous les ouvrages analysés ou non dans cette revue, ainsi que tous les disques, peuvent vous être fournis sans frais supplémentaires par le service bibliographique de « France-Forum ».

(Port et emballage gratuits.)

Écrire au service bibliographique de « France-Forum » :

24 bis, Bd Saint-Germain, Paris-V<sup>e</sup>.

#### DESSINS ET PHOTOS

Couverture, photo Intercontinentale.  
Les Travaux et les Jours, photos Intercontinentale, United Press et Philippe Charpentier.  
Dossier, dessins André Bellard.  
Questions d'Aujourd'hui, photos A. D. P., Associated Press et U.S.I.S.  
Au Forum, reportage Michel Desjardins.  
Arts, photos Max Erlanger, Bulloz, Intercontinentale et Unitalia.

#### LES REMÈDES AU SOUS-DÉVELOPPEMENT

Les problèmes du « Tiers-Monde » obsèdent de plus en plus les intelligences occidentales. Dans *Les Cahiers de la République* de mai-juin 1957, Robert Buron souligne qu'aucun plan de développement économique n'est réalisable sans « l'adhésion intellectuelle et pour ainsi dire religieuse des populations..



## LE MASQUE ET LE SILENCE

par Étienne BORNE

LE général de Gaulle, depuis que l'échec du deuxième gaullisme l'a rendu à la solitude, a établi parmi nous une présence taciturne, voilée, qui est le contraire d'une absence. L'homme est devenu un masque, mais qui cache un mystère, et un silence, mais qui recouvre un secret. Où trouver un chiffre pour cette énigme ?

LES médiocres sont les plus compliqués. Un homme en dehors et au-dessus du commun a l'âme simple. On devine le général habité par le sentiment d'une œuvre interrompue à laquelle manque la dernière beauté de l'accord final. Comment Charles de Gaulle pourrait-il accepter que la vie de Charles de Gaulle reste en suspens comme une symphonie inachevée ? Qui s'est cru d'intelligence avec le destin ou la Providence et qui cherche ses raisons de vivre après l'action ne peut pas ne pas penser qu'il sera à nouveau requis par une prochaine détresse de la patrie et que l'attend en avant de lui, dans le mystère de l'avenir, quelque suprême accomplissement.

LES temps pourraient-ils maintenant n'être pas trop lointains ? L'affaire algérienne tourne à la tragédie nationale, et le système, comme aimait à dire de Gaulle à l'époque où il distribuait sa parole sans avarice, est impuissant à faire aussi bien la paix que la guerre. L'heure a-t-elle sonné pour l'homme inspiré, celui qui saurait trancher le nœud, puisque l'ordinaire des professionnels de la politique n'a pas su le débrouiller et le dénouer ?

POUR que de Gaulle sorte de l'ombre et reprenne le gouvernail, encore faudrait-il qu'il y ait dans l'opinion une attente et un appel. Bien que le général soit inclassable dans les catégories usuelles, son style autoritaire, plus républicain que démocratique, la manière qui lui est propre de faire du patriotisme une religion et de traiter de haut l'étranger, même et surtout s'il est ami et allié, ces traits composent une figure typiquement nationaliste, aussi traditionnellement admirée par la droite que suspecte à la gauche.

Or c'est paradoxalement du côté de la gauche que se dessine l'aspiration à un troisième gaullisme

et dans la partie la plus intransigeante de la gauche. Lorsque M. Bourguiba, qui ne saurait reconnaître en M. Bourgès-Maunoury un interlocuteur valable, c'est-à-dire à sa taille, a lancé son « de Gaulle au pouvoir » pour qu'un dialogue de géants puisse résoudre les problèmes du Maghreb, le propos a été jugé de grand sens et de grande politique à *L'Express* comme à *France-Observateur*.

ALORS que les impatients d'un troisième gaullisme se répandent en « parlieries » privées et publiques, le général de Gaulle a choisi le silence. L'humeur et l'habileté font ici une même et bonne politique. Un long silence du héros impose à ses fidèles l'évidence d'un grand et important secret ; et une espérance fortifiée et se hausse très haut, à contempler longtemps un masque en attendant qu'il bouge. Beaucoup de politiques entrent et sortent de chez de Gaulle, mais ils n'en rapportent parmi nous que des paroles d'oracle, extrêmes dans le pessimisme comme dans l'optimisme, ambiguës, contradictoires, et qui jamais ne sont confirmées ou démenties. Si bien que le masque reste immobile et que le silence n'est pas rompu.

QUELQUES-UNS, qui se donnent l'importance de savoir, vont racontant que le général est acquis à l'idée de l'indépendance algérienne — mais d'autres qui se flattent de plus de confidences propagent un mot qui, s'il n'est pas authentique, est du moins bien imité : « Ils cherchent un Pétain. »

QUI ne fréquente pas le Sphinx est obligé de se souvenir que la politique syrienne et algérienne des années 43, 44, 45 ne fut pas précisément libérale et que le discours de Brazzaville pariait sur une évolution des peuples colonisés vers moins de dépendance, mais ne prévoyait nullement les révolutions imminentes. Un homme nouveau naîtra-t-il dans l'homme ancien pour le hausser au niveau de la conjoncture ? On avoue être incapable ici d'un acte de foi nu devant un masque et un silence — car on a gardé la mémoire du temps où le général était une voix et une action sans visage. Temps peut-être irréparablement perdu, sauf dans le rêve éveillé des poètes de la politique.